

CONSEIL COMMUNAL DU 23 JANVIER 2017  
GEMEENTERAAD VAN 23 JANUARI 2017

REGISTRE  
REGISTER

<b>Présents</b>	Vincent De Wolf, <i>Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter</i> ;
<b>Aanwezig</b>	Patrick Lenaers, Rik Jellema, Frank Van Bockstal, Colette Njomgang, Jean Laurent, Rik Baeten, Aziz Es, <i>Échevin(e)s/Schepenen</i> ; Eliane Paulissen, Françoise Bertieaux, Bernard de Marcken de Merken, Jean-Luc Robert, André du Bus, Laurent Vleminckx, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Rachid Madrane, Kathy Mottet, Christophe Gasia, Christina Karkan, Marie-Louise Servais, Josianne Pardonge, Damien Gérard, Christian De Beco, Arnaud Van Praet, John Buyani Ilungu, Imad Benarafa, Ahmed M'Rabet, Stéphane Van Vaerenbergh, Farida Tatou, Edoardo Traversa, Françoise de Halleux, Caroline Schickel, <i>Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden</i> ; Annick Petit, <i>Secrétaire communal f.f./wnd. gemeentesecretaris.</i>
<b>Excusés</b>	Marie-Rose Geuten, <i>Échevin(e)/Schepen</i> ;
<b>Verontschuldigd</b>	Virginie Taittinger, <i>Conseiller communal/Gemeenteraadslid</i> ; Christian Debaty, <i>Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.</i>

Ouverture de la séance à 20:20  
Opening van de zitting om 20:20

Monsieur André du Bus de Warnaffe vote le premier aux appels nominaux par ordre alphabétique.  
De heer André du Bus de Warnaffe wordt de eerste te stemmen bij naamafroeping in alfabetische volgorde.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

**Secrétariat - Secretariaat**

23.01.2017/A/0001 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 28.11.2016 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 28.11.2016 – Goedkeuring**

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

23.01.2017/A/0002 **Procès-verbal de la séance du conseil communal du 19.12.2016 – Approbation**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur, est approuvé à l'unanimité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 19.12.2016 – Goedkeuring**

Het verslag van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement, werd met eenparigheid van stemmen goedgekeurd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

23.01.2017/A/0003 **Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek – Démission d'un membre (M. Jonathan COUVREUR) – Installation d'un suppléant (M. Mourad KOURDOUSSI) – Prise d'acte**

Le conseil communal,

Vu sa délibération du 14 janvier 2013 portant élection des membres du Conseil de l'Action sociale;

Considérant que cette élection a été validée par le Collège juridictionnel de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 18 février 2013 ;

Considérant que la séance d'installation du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek a eu lieu le 1er mars 2013;

Considérant que Monsieur Jonathan COUVREUR nous a fait part de sa démission de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek à dater du 1er janvier 2017;

Considérant que Monsieur Mourad KOURDOUSSI, suppléant en ordre utile, a accepté d'exercer ce mandat devenu vacant;

Considérant que l'intéressé a été installé lors de la séance du Conseil de l'Action sociale du 16 janvier 2017;

PREND ACTE

- de la démission de Monsieur Jonathan COUVREUR de son mandat de conseiller effectif du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek;
- de l'installation de Monsieur Mourad KOURDOUSSI en qualité de membre du Conseil de l'Action sociale d'Etterbeek.

Le Conseil prend acte.

---

**Raad van Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek – Ontslag van een lid (dhr. Jonathan COUVREUR) – Installatie van de opvolgster (dhr. Mourad KOURDOUSSI) – Akteneming**

De gemeenteraad,

gelet op zijn beraadslaging van 14 januari 2013 houdende de verkiezing van de leden van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn;

overwegende dat deze verkiezing door het rechtscollege van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest geldig werd verklaard op 18 februari 2013;

overwegende dat de installatievergadering van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek plaatsgevonden heeft op 1 maart 2013;

overwegende dat de heer Jonathan COUVREUR ons te kennen heeft gegeven ontslag te nemen uit zijn mandaat van vast raadslid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek op 1 januari 2017;

overwegende dat de heer Mourad KOURDOUSSI, opvolger in goede rangorde, aanvaard heeft het vrijgekomen mandaat uit te oefenen;

overwegende dat de betrokkene gedurende de zitting van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van 16 januari 2017 geïnstalleerd werd;

NEEMT AKTE

- van het ontslag ingediend door de heer Jonathan COUVREUR van zijn mandaat van vast raadslid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek;
- van de installatie van de heer Mourad KOURDOUSSI als lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn van Etterbeek.

De raad neemt akte.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Déclaration sur l'honneur - KOURDOUSSI.pdf, Démission - COUVREUR.pdf*

---

**Affaires générales - Algemene Zaken**

**23.01.2017/A/0004 Règlement – Primes pour l'installation et de la maintenance de télé police vision – Prolongation**

Le conseil communal,

Considérant la délibération du Conseil de police du 18.10.2011 décidant de l'attribution d'une concession de service public pour l'exploitation d'un système de raccordement direct au dispatching de la police locale, de systèmes d'alarme pour personnes installées dans les commerces et les locaux où sont exercées des professions libérales ;

Considérant qu'il existe en effet un système d'alarme anti-agression performant, qui

permet par la simple pression d'un bouton-poussoir, de transmettre directement un appel discret vers les services de police qui, outre une écoute silencieuse, pourront visualiser par caméra ce qui se passe dans le commerce ou le local et ainsi intervenir plus efficacement ;

Considérant que la Commune souhaite encourager les commerçants et les titulaires de profession libérale à adopter un tel système ; que cet encouragement peut se traduire par l'intervention de la Commune dans les frais d'installation et de maintenance du système et ce, par le biais d'une prime ;

Considérant qu'en date du 18.01.2016, elle a prolongé son règlement relatif à la prime pour l'installation et la maintenance d'un système de prévention et de protection des commerces contre les risques d'agressions et de vols ; qu'il convient à nouveau de prolonger ce règlement ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE

D'adopter le règlement repris ci-dessous :

**Article 1er :**

Dans les limites du budget approuvé par le Conseil communal, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut attribuer une prime aux commerçants et aux titulaires de professions libérales pour l'installation et les frais de maintenance du système de télépolice, dont la Zone de Police 5343 Montgomery est équipée, suite à une concession de service public.

La prime est uniquement attribuée au commerçant ou au titulaire de la profession libérale ayant réalisé l'investissement.

**Article 2 :**

§1. Par « système de télépolice », il faut entendre un service de raccordement direct de systèmes d'alarme pour les commerçants au dispatching de la Police locale ; l'appel aboutit en premier lieu au dispatching de la zone de police et permet, en cas d'appel suite à une agression, d'avoir une réception auditive et visuelle du lieu d'où provient l'appel.

§2. Par « prime », il faut entendre un pourcentage des frais avancés pour l'achat et l'installation du système de télépolice, ainsi qu'un pourcentage de la redevance couvrant la maintenance et le contrôle.

§3. Par « commerce » et par « locaux où sont exercées des professions libérales », il faut entendre tout endroit où est exercée, respectivement, une activité commerciale ou une profession libérale, disposant d'une surface accessible au public et située sur le territoire de la commune d'Etterbeek.

§4. Par « activité commerciale », il convient d'entendre une activité d'achat et de revente de biens ainsi que prestation de services.

§5. Par « profession libérale », il convient d'entendre une profession exercée par des personnes ayant reçu un diplôme (généralement de l'enseignement supérieur) reconnu dans leur métier, qui sont tenues par un code de déontologie et soumises au contrôle d'instances professionnelles.

§6. Par « frais d'installation », il convient d'entendre : les frais d'installation « de base » (150 € [indexé]). A titre d'exemple, une caution n'entre pas dans la définition de « frais d'installation ».

§7. Par « redevance », il convient d'entendre : la redevance « de base » (54,90 €/mois [indexé]).

### **Article 3 :**

Le but de l'attribution d'une prime est d'encourager l'installation dans les commerces et les locaux où sont exercées des professions libérales d'un système permettant de lutter efficacement contre les agressions.

### **Article 4 :**

Le système de prévention et de protection des commerces et des locaux où sont exercées des professions libérales contre les risques d'agression et de vols doit être conforme aux législations en vigueur, notamment à la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance (publiée au Moniteur belge du 31 mai 2007). La loi caméras s'applique à l'installation et à l'utilisation de caméras de surveillance en vue de la surveillance et du contrôle.

### **Article 5 :**

La prime s'élève à 50% des frais d'installation hors T.V.A. et à 50 % de la redevance hors T.V.A. ; les primes sur les redevances sont octroyées pendant 6 mois.

Ces montants sont calculés par commerce ou par locaux où sont exercées des professions libérales.

Si plusieurs commerçants ou titulaires de profession libérale sont réunis au sein d'un même établissement, une seule prime sera octroyée.

Le paiement de cette prime s'effectuera :

- en ce qui concerne les frais d'installation, après réception des documents visés à l'article 6 ;
- en ce qui concerne la redevance, une fois par an, à la fin de la période concernée, et après réception des documents visés à l'article 6.

### **Article 6:**

La procédure administrative d'octroi de prime est la suivante :

§1. Le service Prévention centralise les demandes d'octroi de prime et réalise le contrôle administratif des dossiers. L'attribution des primes s'effectuera dans l'ordre chronologique de l'introduction des demandes.

Un registre de demandes de prime est tenu en fonction de la date de réception des demandes.

Les demandes doivent répondre aux conditions suivantes :

- 1° être introduites, par le commerçant ou le gérant, ou par la personne exerçant une profession libérale, dans les six mois qui suivent l'installation du système visé à l'article 2, §1;
- 2° être adressées par courrier recommandé ou remis contre accusé de réception, au

Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune d'Etterbeek (c/° Guichet unique des Classes moyennes), avenue d'Auderghem, 113, à 1040 Bruxelles ;  
3° concerner des travaux réalisés dans un commerce déterminé ou dans les locaux où sont exercées la profession libérale ;  
4° fournir l'original de la facture d'achat et d'installation du matériel qui prouve la réalisation des travaux (ou une copie certifiée conforme de ce document). La facture devra mentionner la date, le lieu de réalisation des travaux et le nom de la personne ayant réalisé les investissements ;  
5° fournir l'original de la facture relative au paiement de la redevance d'abonnement (ou une copie certifiée conforme de ce document) ;  
6° fournir une preuve de paiement des factures ;  
7° permettre à un conseiller en techno-prévention, agréé par le Service Public Fédéral Intérieur, d'effectuer une visite de contrôle des travaux afin de constater l'effectivité, la conformité et la pertinence de ceux-ci.

§2. Le service Prévention rédige un avis positif ou négatif d'octroi sur la base des pièces fournies par le demandeur. Le Collège des Bourgmestre et Échevins décide de l'attribution de la prime. Les demandes incomplètes ne sont pas prises en compte.

§3. La décision est portée à la connaissance du demandeur de la prime par courrier. Tout refus d'octroi de la prime doit être motivé.

#### **Article 7:**

Le commerçant ou la personne exerçant la profession libérale doit informer le Collège des Bourgmestre et Echevins (c/°le Guichet unique des Classes moyennes), par courrier recommandé ou remis contre accusé de réception, de la rupture du contrat qui le lie avec la société concessionnaire.

Les primes payées sur base d'une demande frauduleuse seront récupérées, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

#### **Article 8:**

La Commune et la Zone de Police restent tiers au contrat qui lie le commerçant ou la personne exerçant la profession libérale à la société concessionnaire.

#### **Article 9:**

Ce règlement expire le 31 décembre 2017.

Il sera uniquement applicable pour les demandes introduites pendant cette période.

Copie de la présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et à Monsieur le Receveur Communal.

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Reglement – Premies voor de installatie en het onderhoud van preventie en beschermingssysteem – Verlenging**

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van de politieraad van 18.10.2011 waarbij beslist werd om een concessie van openbare dienst toe te kennen voor het gebruik van een systeem dat voorziet in een rechtstreekse verbinding tussen de dispatching van de lokale politie en van alarmsystemen voor personen die in handelszaken en lokalen waar een vrij beroep uitgeoefend wordt gevestigd zijn;

overwegende dat er immers een doeltreffend alarmsysteem bestaat, waarmee door een simpele druk op een knop een discrete oproep verstuurd kan worden naar de politiediensten. Deze kunnen vervolgens in geluid en via camerabeelden volgen wat er in de handelszaak of het lokaal gebeurt zodat zij doeltreffender kunnen optreden;

overwegende dat de gemeente de handelaars en de beoefenaars van een vrij beroep wenst aan te moedigen om een dergelijk systeem in te voeren; dat deze aanmoediging zich kan vertalen in een bijdrage in de installatie- en onderhoudskosten van het systeem door middel van een premie;

overwegende dat zij op 18.01.2016 zijn reglement betreffende de premies voor de installatie en het onderhoud van een preventie- en beschermingssysteem tegen de risico's op agressie en diefstal, voor handelszaken verlengd heeft; dat het wenselijk is dit reglement opnieuw te verlengen;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST**

om onderstaand reglement goed te keuren:

**Artikel 1:**

Binnen de perken van het budget dat goedgekeurd werd door de gemeenteraad, kan het college van burgemeester en schepenen een premie toekennen aan handelaars en de beoefenaars van een vrij beroep voor de installatie en onderhoudskosten van het telepolitie-systeem. De politiezone Montgomery 5345 heeft zich met dit systeem uitgerust via een concessie van openbare dienst.

De premie wordt enkel uitbetaald aan handelaars of beoefenaars van een vrij beroep die hiervoor een investering gemaakt hebben.

**Artikel 2:**

§1. Onder 'telepolitie-systeem' verstaat men een dienst die handelaars in verbinding stelt met de dispatching van de lokale politie. De oproep komt eerst binnen bij de dispatching van de politiezone. Bij oproepen naar aanleiding van agressie kan de politie het geluid en de beelden opvragen van de plaats waar de oproep vandaan komt.

§2. Onder 'premie' moet verstaan worden: een percentage van het bedrag dat betaald wordt voor de aankoop en de installatie van het telepolitie-systeem, alsook een percentage van de bijdrage voor het onderhoud en de inspectie.

§3. Onder 'handelszaak' en onder 'lokaal waar een vrij beroep uitgeoefend wordt' moet verstaan worden: elke plaats waar respectievelijk een handelsactiviteit of een vrij beroep wordt uitgeoefend, die beschikt over een ruimte die toegankelijk is voor het publiek, en die gelegen is op het grondgebied van de gemeente Etterbeek.

§4. Onder 'commerciële activiteit' moet verstaan worden; de aan- en verkoop van

goederen en de verlening van diensten.

§5 Onder 'vrij beroep' moet verstaan worden: een beroep dat uitgeoefend wordt door personen met een erkend diploma (doorgaans van hoger onderwijs) die gehouden zijn aan een deontologische code en onderworpen zijn aan de controle van beroepsinstanties.

§6 Onder 'installatiekosten' moet verstaan worden: de basiskosten voor de installatie (€ 150 [geïndexeerd]). Voorbeeld : een waarborgsom geldt niet als installatiekost.

§7 Onder 'bijdrage' moet verstaan worden: de basisbijdrage ( € 54,90/ maand [geïndexeerd]).

### **Artikel 3:**

Het doel van de premie bestaat erin handelaars en vrijberoepsbeoefenaars aan te moedigen om respectievelijk in hun winkels en lokalen een systeem te installeren waarmee ze doeltreffend kunnen optreden tegen gevallen van agressie.

### **Artikel 4:**

Het systeem voor de preventie en beveiliging van handelszaken en lokalen waar een vrij beroep wordt uitgeoefend tegen het risico op agressie en diefstal moet in overeenstemming zijn met de geldende wetgeving, met name de wet van 21 maart 2007 tot regeling van de plaatsing en het gebruik van bewakingscamera's (gepubliceerd in het Staatsblad van 31 mei 2007). De Camerawet is van toepassing op de installatie en het gebruik van bewakingscamera's voor bewakings- en controledoeleinden.

### **Artikel 5:**

De premie komt overeen met 50% van de installatiekosten exclusief btw en 50 % van de bijdrage exclusief btw; de premies voor de bijdragen worden toegekend gedurende zes maanden.

Deze bedragen worden berekend per handelszaak of per lokaal waar een vrij beroep wordt uitgeoefend.

Als meerdere handelaars of vrijberoepsbeoefenaars verzameld zijn in eenzelfde zaak wordt één enkele premie toegekend.

Deze premie wordt betaald:

- wat de installatiekosten betreft, na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6;
- wat de bijdrage betreft, eenmaal per jaar, op het einde van de periode in kwestie, en na ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 6.

### **Artikel 6:**

De administratieve procedure voor de toekenning van de premie verloopt als volgt:

§1. De preventiedienst centraliseert de premieaanvragen en voert een administratieve controle uit op de dossiers. De premies worden toegekend volgens de chronologische volgorde waarop de aanvragen ingediend werden.

Er zal een register voor premieaanvragen bijgehouden worden volgens de datum waarop de aanvragen ontvangen werden.



De aanvragen moeten aan de volgende voorwaarden voldoen:

- 1° ingediend zijn door de handelaar, zaakvoerder, of vrijberoepsbeoefenaar binnen de zes maanden na installatie van het systeem bedoeld in artikel 2, §1;
- 2° per aangetekende brief verstuurd worden of overhandigd worden tegen ontvangstbewijs, ter attentie van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente Etterbeek (c/o Middenstandsloket), Oudergemlaan 113 in 1040 Brussel;
- 3° betrekking hebben op de werken die uitgevoerd zijn in een bepaalde handelszaak of lokaal waar een vrij beroep uitgeoefend wordt ;
- 4° het originele exemplaar (of een eensluitend verklaard afschrift) van de factuur voor de aankoop en installatie van apparatuur bezorgen dat bewijst dat de werken uitgevoerd werden. De factuur moet de datum en de plaats vermelden waarop de werken uitgevoerd werden en ook de naam van de persoon die de investering gedaan heeft;
- 5° het originele exemplaar (of een eensluitend verklaard afschrift) bezorgen van de factuur voor de betaling van de abonnementsbijdrage;
- 6° een bewijs leveren dat de facturen betaald werden;
- 7° een technopreventief adviseur die erkend is door de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken, de mogelijkheid geven om ter plaatse een inspectie van de werken uit te voeren om de doeltreffendheid, gelijkvormigheid en relevantie ervan na te gaan.

§2. Op basis van de documenten die de aanvrager heeft ingediend zal de Preventiedienst een positief of negatief advies opstellen voor de toekenning van de premie. Het college van burgemeester en schepenen beslist over de toekenning van de premie. Onvolledig ingevulde aanvragen worden niet in aanmerking genomen.

§3. De beslissing wordt per aangetekende brief bekendgemaakt aan de aanvrager van de premie.

Wanneer het college weigert een premie toe te kennen, moet het zijn beslissing motiveren.

#### **Artikel 7:**

De handelaar of vrijberoepsbeoefenaar moet het college van burgemeester en schepenen (c/o de het Middenstandsloket) verwittigen per aangetekende of tegen ontvangstbewijs overhandigde brief, indien het contract dat hem aan de concessiehouder bindt, opgezegd wordt.

Premies die toegekend werden op basis van een frauduleuze aanvraag zullen teruggevorderd worden, los van eventuele gerechtelijke vervolging.

#### **Artikel 8:**

De gemeente en de politiezone blijven derden ten aanzien van het contract dat de handelaar of de vrijberoepsbeoefenaar aan de concessiehouder bindt.

#### **Artikel 9:**

Dit reglement loopt ten einde op 31 december 2017.

Het is enkel toepasbaar voor aanvragen die ingediend worden tijdens deze periode.

Een kopie van deze beraadslaging wordt bezorgd aan de minister-president van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering en aan de gemeenteontvanger.

Deze beraadslaging wordt voorgelegd aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig de wettelijke bepalingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

23.01.2017/A/0005 **Espace Public Numérique (EPN) – Convention de partenariat avec Espaceplus –  
Approbation**

Le conseil communal,

Considérant que la création d'une Espace Public Numérique (EPN) contribue à la diminution de la fracture numérique, notamment pour les etterbeekois en situation précaire et les aînés;

Considérant que l'animation de cet espace public numérique doit être confiée à une asbl spécialisée en la matière;

Considérant qu' Espaceplus occupe déjà les locaux qui accueilleront l'EPN;

Considérant qu' Espaceplus dispose des connexions informatiques et des compétences nécessaires pour gérer cet espace public numérique;

Considérant qu'un subside de 30 000 € est prévu à cette fin à l'article 832/332/01 du budget communal ordinaire;

Vu la nouvelle loi communale, et notamment l'article 117;

DECIDE

D'approuver la convention reprise ci-dessous:

L'Espace public numérique est situé au sein du Parc de Fontenay, dont l'entrée se situe au 67 Rue des Champs.

***PREAMBULE :***

La commune d'Etterbeek souhaite s'investir pour contribuer à la réduction de la fracture numérique. Dans ce cadre, elle souhaite créer un Espace public numérique.

***ENSUITE DE QUOI :***

**Entre les soussignés :**

La commune d'Etterbeek représentée par le Collège des Bourgmestre et Echevins, au nom de qui, agissent, Monsieur Vincent DE WOLF, Bourgmestre, et Monsieur Christian DEBATY, Secrétaire Communal,  
soussignés de première part,

et

Mr José Camarena, Représentant l'ASBL Espaceplus,  
Résidant à 1040 Etterbeek  
soussigné de seconde part,

### ***ARTICLE 1 : Description des biens donnés en gestion***

L'espace public numérique se compose d'une salle dotée de 11 ordinateurs entièrement équipés destinés au surf libre et aux formations. Le local comme les ordinateurs restent la propriété de la commune d'Etterbeek. La commune reste en charge de l'entretien des locaux. Le dépannage des ordinateurs en cas de problème matériel reste à charge de la commune mais la résolution de tout problème logiciel sera assurée par l'ASBL Espaceplus qui s'engage à veiller régulièrement au bon fonctionnement et à la mise à jour des différents programmes. L'ASBL Espaceplus est également en charge de toute la gestion de l'accès à l'EPN, en accord avec les articles de la présente convention.

### ***ARTICLE 2 : L'accès au surf libre***

Le surf libre est l'occasion pour les usagers de l'EPN de pouvoir utiliser librement le matériel informatique dans les limites prévues par la Charte de l'EPN d'Etterbeek.

Il est convenu que l'accès au surf libre sera garanti pour un minimum de 30h par semaine avec au minimum un accès garanti du mardi au jeudi inclus de 9h à 17h sans interruption.

Aucune limite de durée ne sera imposée aux utilisateurs du surf libre

Le coût proposé aux utilisateurs sera impérativement de 4€/mois pour les non-etterbeekoïses, 3,5€ par mois pour les etterbeekoïses et gratuit sur simple déclaration pour les Allocataires sociaux, les étudiants et les seniors ou 10 fois cette somme pour un abonnement annuel.

Les impressions n/b pourront être facturés à 0.10€ la feuille et les impressions couleurs à 1€ la feuille. L'utilisation du scanner sera gratuite.

Le surf libre doit aussi être l'occasion pour les utilisateurs de pouvoir remplir des démarches administratives, notamment en lien avec les services Population et Etat-civil. Le personnel de l'EPN doit pouvoir être en mesure d'assister les utilisateurs dans ces démarches le cas échéant.

### ***ARTICLE 3 : Les formations***

L'ASBL Espaceplus s'engage à donner au moins une fois par mois une formation d'initiation à l'informatique sur une base fixe.

Un nombre limité de type de formation différente sera proposé en privilégiant les plus attractives dont :

- • Initiation à l'informatique
- • Formation informatique niveau avancé
- • Photoshop
- • Wordpress
- • Indesign

### ***ARTICLE 4 : Partenariats***

L'ASBL Espaceplus veillera particulièrement à relancer ou à développer des

partenariats sur la commune en vue de se faire connaître plus largement et prioritairement avec :

- • Le CPAS d'Etterbeek
- • Le service communal de la jeunesse
- • Contact +
- • Les écoles
- • La Mission locale
- • Le secteur associatif

Etterbeek, le

***LES SOUSSIGNES DE PREMIERE PART :***

Par ordonnance:

Le Secrétaire Communal,

Le Bourgmestre,

**Christian DEBATY**

**Vincent DE WOLF**

***LE SOUSSIGNE DE SECONDE PART :***

**Mr José CAMARENA**

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Openbare computerruimte (OCR) – Partnerschapovereenkomst met Espaceplus – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat de oprichting van een openbare computerruimte (OCR) helpt om de digitale kloof te verkleinen, in het bijzonder voor Etterbekenaren in een precaire situatie en ouderen;

overwegende dat de leiding over deze openbare computerruimte toevertrouwd moet worden aan een vzw die gespecialiseerd is in deze materie;

overwegende dat Espaceplus de lokalen waar de OCR ondergebracht zal worden al gebruikt;

overwegende dat Espaceplus beschikt over de informaticaverbindingen en de vaardigheden die noodzakelijk zijn om deze openbare computerruimte te leiden;

overwegende dat daartoe een subsidie van € 30.000 voorzien wordt in artikel 832/332/01 van de gewone gemeentebegroting;

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikel 117;

**BESLIST**

de onderstaande overeenkomst goed te keuren:

De openbare computerruimte is gelegen in het Fontenaypark waarvan de ingang zich bevindt op de Veldstraat 67.

***PREAMBULE:***

De gemeente Etterbeek wil zich inzetten om de digitale kloof te helpen verkleinen. In dat kader wenst zij een openbare computerruimte op te richten.

***TEN GEVOLGE WAARVAN:***

**Tussen de ondergetekenden:**

De gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen, in wiens naam handelen de heer Vincent DE WOLF, burgemeester, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris,

ondergetekende enerzijds,

en

dhr. José CAMARENA, vertegenwoordiger van de vzw Espaceplus,

wonende in 1040 Etterbeek

ondergetekende anderzijds,

***ARTIKEL 1: beschrijving van de goederen die in beheer gegeven worden***

De openbare computerruimte bestaat uit een zaal die voorzien is van elf volledig uitgeruste computers die bedoeld zijn om vrij te surfen en voor opleidingen. Het lokaal en de computers blijven eigendom van de gemeente Etterbeek. De gemeente blijft verantwoordelijk voor het onderhoud van de lokalen. De reparatie van de computers in geval van materiële problemen blijft ten laste van de gemeente, maar de oplossing van softwareproblemen zal verzekerd worden door de vzw Espaceplus, die zich ertoe verbindt de goede werking en de updates van de verschillende programma's regelmatig te controleren. De vzw Espaceplus is ook verantwoordelijk voor het beheer van de toegang tot de OCR in overeenstemming met de artikels van onderhavige overeenkomst.

***ARTIKEL 2: toegang tot vrij surfen***

Vrij surfen is de gelegenheid voor de gebruikers van de OCR om het informaticamateriaal vrij te gebruiken binnen de termijnen voorzien in het charter van de OCR van Etterbeek.

Er wordt overeengekomen dat het vrij surfen minimaal 30 uur per week toegankelijk zal zijn met minimaal toegang van dinsdag tot en met donderdag van 9 uur tot 17 uur (zonder onderbreking).

Er zal geen tijdslimiet opgelegd worden aan de gebruikers van het gratis surfen.

De kostprijs voor de gebruikers bedraagt € 4,00 per maand voor niet-Etterbekenaren, € 3,50 per maand voor Etterbekenaren en € 0,00 op vertoon van een verklaring voor sociale huurders, studenten en senioren of tien keer dat bedrag voor een jaarabonnement.

Voor afdrukken in zwart-wit zal € 0,10 per blad aangerekend kunnen worden en voor kleurdrukken € 1,00 per blad. Het gebruik van de scanner is gratis.

Het vrij surfen moet voor de gebruikers ook een gelegenheid zijn om administratieve stappen te ondernemen, in het bijzonder in verband met de diensten Bevolking en Burgerlijke Stand. Het personeel van de OCR moet in staat zijn om de gebruikers indien nodig te helpen bij deze stappen.

### ***ARTIKEL 3: de opleidingen***

De vzw Espaceplus verbindt zich ertoe om minstens één keer per maand op vaste basis een initiatieopleiding informatica te geven.

Er zal een beperkt aantal opleidingen aangeboden worden waarbij de aantrekkelijkste voorrang krijgen, waaronder:

- • informatica-initiatie
- • informaticaopleiding (gevorderd niveau)
- • Photoshop
- • Wordpress
- • Indesign

### ***ARTIKEL 4: partnerschappen***

De vzw Espaceplus zal er in het bijzonder op toezien om partnerschappen weer op gang te brengen of te ontwikkelen binnen de gemeente om zich kenbaar te maken bij een groter publiek en in de eerste plaats met:

- • het OCMW van Etterbeek
- • de gemeentedienst Jeugd
- • Contact Plus
- • de scholen
- • de Mission locale
- • het verenigingsleven

Etterbeek,

***DE ONDERGETEKENDEN ENERZIJDS:***

In opdracht:

De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

**DE ONDERGETEKENDEN ANDERZIJD:**

**Dhr. José CAMARENA**

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

**Planification d'urgence - Noodplanning**

23.01.2017/A/0006 **Plan général d'urgence et d'intervention – Convention d'utilisation des services de la s.a. ASTRID – Approbation**

Le conseil communal,

Vu l'article 135 § 2 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 9 de la Loi du 15 mai 2007 relative à la sécurité civile, lequel précise : « § 4. Dans chaque commune, le bourgmestre établit un plan général d'urgence et d'intervention qui prévoit les directives générales et les informations nécessaires pour assurer la gestion de la situation d'urgence, en ce compris les mesures à prendre et l'organisation des secours...»

Vu l'Arrêté royal du 16 février 2006 relatif aux plans d'urgence et d'intervention;

Considérant le plan général d'urgence et d'intervention communal amendé;

Considérant que lors de la gestion de la situation d'urgence du 22 mars 2016, les moyens de communication habituels ont été débordés et que seul le réseau Whats app et le réseau Astrid ont permis de joindre des acteurs sur le terrain ;

Considérant que toute autorité locale confrontée à une situation d'urgence peut avoir accès au réseau Astrid dans le cadre de ses missions de gestion de crise, et qu'afin de bénéficier de ce contact center, il y a lieu de conclure une convention avec la société Astrid ; cette convention ayant pour objectif de définir les conditions d'activation et d'utilisation de cette infrastructure -dont les aspects financiers- et de permettre une authentification sûre et rapide lors de l'activation ;

Vu le rapport au Collège du 22 décembre 2016;

DECIDE

D'approuver la convention avec la s.a. ASTRID relative à la mise à disposition du réseau ASTRID reprise ci-dessous.

CONVENTION

La présente page de garde (« **Page de garde** »), conjointement avec les Annexes et Formulaires de commande signés par les deux Parties, constituent l'intégralité du contrat (« **Contrat** ») entre le Client (tel qu'identifié ci-après) et la SA de droit public A.S.T.R.I.D. dont le siège social est sis 54 Boulevard du Régent à 1000 Bruxelles et portant le numéro d'entreprise 0263.893.151 (« **Astrid** »).

Les définitions figurant dans les Conditions générales s'appliquent également à la présente Page de garde.

### **Client**

Nom et raison sociale : Commune d'Etterbeek

Siège social : Avenue d'Auderghem 113, 1040 Etterbeek

Numéro d'entreprise

:

Type d'utilisateur : Utilisateur de Première Catégorie / Utilisateur de Deuxième Catégorie

### **Entrée en vigueur et durée du Contrat**

Date d'entrée en vigueur : Janvier 2017

Durée du Contrat : durée indéterminée

### **Services**

En vertu de ce Contrat, le Client peut commander les Services suivants via les Formulaires de commande correspondants :

TETRA

Blue Light Mobile

Paging

LCT

Http to page

### **[autres]**

[n'est pas d'application]

### **Annexes**

Les Annexes suivantes font partie intégrante du Contrat :

<b>Référence du document</b>	<b>Date</b>	<b>Numéro de version</b>
Conditions Générales	02/02/2015	V.0.
Catalogue des services	16/03/2015	V.1.9.
SLA	16/03/2015	V.1.9.
Liste de prix		
Conditions d'utilisation		

### **Conditions particulières applicables au Client**

#### **Dérogation**

**Annexe** 1 **Article** 7.2.2. La redevance pour le service « Blue Light Mobile » sera facturée d'avance sur base mensuelle. Toutes les autres redevances seront facturées d'avance sur base annuelle.



Sauf en cas de dol personnel ou faute intentionnelle dans le chef d'Astrid, la responsabilité d'Astrid au titre du Contrat se limite, pour le service « Blue Light Mobile », à un montant correspondant à la redevance payée le Client durant trois (3) mois pour l'Abonnement dans le cadre duquel le dommage est survenu. Le Client fera, en tout état de cause, d'abord appel à sa propre assurance.

1 9.1.2. Pour tous les autres services, sauf en cas de dol personnel ou faute intentionnelle dans le chef d'Astrid, la responsabilité d'Astrid au titre du Contrat se limite à un montant correspondant à la redevance payée le Client durant six (6) mois pour l'Abonnement dans le cadre duquel le dommage est survenu. Le Client fera, en tout état de cause, d'abord appel à sa propre assurance.

### **Responsable de la sécurité du Client**

Nom Mabilde Eric

Données de contact 02.627.27.65 – eric.mabilde@etterbeek.be

Par la signature de la présente Page de garde,

- les deux Parties déclarent accepter la présente Page de garde et les Annexes, y compris les Conditions générales ;
- chaque signataire déclare être habilité à représenter et à engager juridiquement le Client ou Astrid, selon le cas.

Fait à Bruxelles en 2 (deux) exemplaires, chaque Partie reconnaissant avoir reçu un exemplaire signé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Algemeen Nood en Interventie Plan – Gebruiksovereenkomst van de diensten van de n.v. Astrid – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op het artikel 135 § 2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op artikel 9 van de wet van 15 mei 2007 betreffende de civiele veiligheid: "§ 4. In elke gemeente stelt de burgemeester een algemeen nood- en interventieplan op dat de algemene richtlijnen en de noodzakelijke informatie bevat om het beheer van de noodsituatie te verzorgen, hierin inbegrepen de te treffen maatregelen en de organisatie van de hulpverlening...";

gelet op het koninklijk besluit van 16 februari 2006 betreffende de nood- en interventieplannen;

gelet op het verbeterde Gemeentelijk Algemeen Nood- en Interventieplan;

overwegende dat de gebruikelijke communicatiekanalen tijdens het beheer van de crisissituatie op 22 maart 2016 overbelast waren en dat de actoren op het terrein enkel via het netwerk WhatsApp en het netwerk Astrid bereikbaar waren;

overwegende dat elke lokale overheid die geconfronteerd wordt met een crisissituatie toegang kan hebben tot het netwerk Astrid in het kader van haar crisisbeheer en dat het om gebruik te kunnen maken van dat contactcenter aangewezen is om een overeenkomst te sluiten met de vennootschap Astrid; dat deze overeenkomst tot doel heeft de activerings- en gebruiksvoorwaarden, waaronder de financiële aspecten, van deze infrastructuur vast te leggen en een veilige en snelle authenticatie mogelijk te maken bij activering;

gelet op het verslag aan het college van 22 december 2016;

## BESLIST

de onderstaande overeenkomst met de firma Astrid n.v. in het kader van de opdrachten inzake veiligheidsopdrachten et communicaties goed te keuren.

## OVEREENKOMST

Dit voorblad ("**Voorblad**") vormt, samen met de Bijlagen en Bestelformulieren ondertekend door beide Partijen, de volledige overeenkomst ("**Overeenkomst**") tussen de Klant (zoals hierna geïdentificeerd) en de nv van publiek recht A.S.T.R.I.D., met maatschappelijke zetel te Regentlaan 54, 1000 Brussel, met ondernemingsnummer 0263.893.151 ("**Astrid**").

De definities in de Algemene Voorwaarden zijn ook van toepassing op dit Voorblad.

### **Klant**

Naam en rechtsvorm : Gemeente Etterbeek

Maatschappelijke zetel : Oudergemselaan 113, 1040 Etterbeek

Ondernemingsnummer :

Type gebruiker : Gebruiker Eerste Categorie Gebruiker Tweede Categorie

### **Inwerkingtreding en duur van de Overeenkomst**

Datum van Januari/2017

inwerkingtreding:

Duur van de onbepaalde duur

Overeenkomst :

### **Diensten**

Onder deze Overeenkomst kan de Klant volgende Diensten bestellen via de desbetreffende Bestelformulieren:

TETRA

Blue Light Mobile

Paging

LCT

Http to page

[**andere**]

[niet van toepassing]

## Bijlagen

Volgende Bijlagen maken integraal deel uit van de Overeenkomst:

<i>Document referentie</i>	<i>Datum</i>	<i>Versienummer</i>
Algemene Voorwaarden	02/02/2015	V.0.
Diensten catalogus	16/03/2015	V.1.9.
SLA	16/03/2015	V.1.9.
Prijslijst		
Gebruiksvoorwaarden		

## Bijzondere voorwaarden toepasselijk op de Klant

<i>Bijlage</i>	<i>Artikel</i>	<i>Afwijking</i>
1	7.2.2.	De vergoeding voor de dienst “Blue Light Mobile” zal maandelijks vooraf worden gefactureerd. Alle andere vergoedingen zullen jaarlijks vooraf worden gefactureerd. Behoudens persoonlijk bedrog of opzettelijke fout door Astrid wordt de aansprakelijkheid van Astrid onder de Overeenkomst voor de dienst “Blue Light Mobile” beperkt tot een bedrag dat overeenstemt met de vergoeding die de Klant gedurende 3 (drie) maanden betaalt voor het Abonnement in het kader waarvan de schade is ontstaan. In elk geval zal de Klant eerst zijn eigen verzekering moeten aanspreken.
1	9.1.2.	Voor alle andere diensten wordt, behoudens persoonlijk bedrog of opzettelijke fout door Astrid, de aansprakelijkheid van Astrid onder de Overeenkomst beperkt tot een bedrag dat overeenstemt met de vergoeding die de Klant gedurende 6 (zes) maanden betaalt voor het Abonnement in het kader waarvan de schade is ontstaan. In elk geval zal de Klant eerst zijn eigen verzekering moeten aanspreken.

## Veiligheidsverantwoordelijke van de Klant

Naam	Mabilde Eric
Contactgegevens	02.627.27.65 – eric.mabilde@etterbeek.be

Door ondertekening van dit Voorblad,

- verklaren beide Partijen zich akkoord met dit Voorblad en de Bijlagen, met inbegrip van de Algemene Voorwaarden;
- verklaart elke ondertekenaar dat hij/zij bevoegd is om de Klant of Astrid, naar gelang het geval, te vertegenwoordigen en juridisch te verbinden.

Opgemaakt te Brussel in 2 (twee) exemplaren, waarbij elke Partij verklaart een ondertekend exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*11 annexes / 11 bijlagen*

*Astrid s.a 5 - Conditions d'Utilisation et de Sécurité.doc, Astrid s.a 4 - SLA v1.9*

(03.2015 ) (FR).docx, Astrid s.a 2 - Algemene\_voorwaarden\_V.0\_20150202.docx, Astrid s.a 1- Voorblad\_Etterbeek NL.docx, Astrid s.a 1 - Page de garde\_Etterbeek FR.docx, Astrid s.a 4 - SLA v1.9 (03.2015 ) (NL).docx, Astrid s.a 3 - Catalogue des Services v1.9(03.2015) ( FR).docx, Astrid s.a 2 - Conditions\_générales\_V.0\_20150202.doc, Astrid s.a 5 - Voorwaarden Gebruik en Veiligheid.doc, Astrid s.a 3 - Dienstencatalogus 1.9(03.2015) (NL).docx, Astrid s.a Cat1\_Tarifification\_Dec2016.pdf

---

## **Contrats de quartiers durables - Duurzaamewijkcontracten**

### **23.01.2017/A/0007 Avenant au microprojet " A quatre mains et plus " – Prolongation**

Le conseil communal,

Vu l’approbation par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Considérant le projet socioéconomique « appel à microprojets » repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.5) ;

Vu le règlement d’octroi de subsides à des microprojets dans le cadre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray », adopté par le Conseil communal du 02/03/2015 ;

Vu l’Accord passé entre le Centre de guidance d’Etterbeek et la Commune d’Etterbeek au sujet du microprojet « A quatre mains et plus » (Conseil du 23/11/15), et plus particulièrement son article 2 qui stipule que :

*« Des modifications du présent accord ou de ses annexes sont possibles d’un commun accord entre la Commune et le porteur de projet ; elles devront faire l’objet d’un avenant à cet accord » ;*

Considérant la demande du porteur de projet (Centre de guidance d’Etterbeek) de prolonger la durée du microprojet « A quatre mains et plus » ;

Considérant que toutes les autres dispositions de l’Accord, dont le budget, restent d’application ;

**DECIDE**

d’autoriser la prolongation du microprojet « A quatre mains et plus » jusqu’au 31/12/17.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Aanhangsel bij het microproject " A quatre mains et plus " – Verlenging**

De gemeenteraad,

gelet op de goedkeuring van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

gelet op het socio-economische project “oproep tot microprojecten” opgenomen in het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.5);

gelet op het reglement voor de toekenning van subsidies aan microprojecten in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray”, goedgekeurd door de gemeenteraad van 02/03/2015;

gelet op het akkoord tussen het Centre de guidance d’Etterbeek en de gemeente Etterbeek in verband met het microproject “A quatre mains et plus” (gemeenteraad van 23/11/2015) en in het bijzonder artikel 2, dat bepaalt dat:

*“Wijzigingen aan dit akkoord of aan de bijlagen zijn mogelijk in onderling overleg tussen de gemeente en de projectdrager; die wijzigingen zullen het voorwerp moeten uitmaken van een aanhangsel bij dit akkoord”;*

gelet op de vraag van de projectdrager (Centre de guidance d’Etterbeek) om de duur van het microproject “A quatre mains et plus” te verlengen;

overwegende dat alle andere bepalingen van het akkoord, waaronder het budget, van toepassing blijven;

BESLIST

om toestemming te geven voor de verlenging van het microproject “A quatre mains et plus” tot en met 31/12/2017.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Avenant accord microprojet a 4 mains et plus.docx, accord a 4 mains et plus.pdf*

---

## **Service de prévention - Preventiedienst**

### **23.01.2017/A/0008 Conclusion d’une convention entre la Commune d’Etterbeek et l’ASBL Smoners pour l’année 2017 – Approbation**

Le conseil communal,

Vu la décision du Collège échevinal du 17 décembre 2015 approuvant la mise en place d’un atelier théâtre constitué de 8 jeunes âgés de 15 à 20 ans provenant des quartiers Bonnelles, Rolin et Nouvelle ;

Considérant qu’afin de mener à bien ce projet, il importe de faire appel à des professionnels du théâtre ;

Attendu que l’ASBL Smoners propose de mettre à disposition du Service de Prévention une animatrice metteuse en scène et comédienne diplômée de l’institut d’art dramatique au Conservatoire Royal de Liège du 26 janvier au 30 avril 2017 et d’apporter sa

collaboration dans les différentes étapes nécessaires à la mise en place de ce projet ;

Attendu qu'il est convenu de rétribuer l'ASBL précitée à hauteur de 1950€ pour la mise en place de cet atelier théâtre ;

Considérant qu'il convient d'établir une convention liant les parties et précisant les droits et obligations de chacune d'entre elle;

Vu la convention 2017 (du 26 janvier au 30 avril 2017) entre le Service de Prévention de la Commune d'Etterbeek et l'ASBL Smoners;

DECIDE

D'approuver la convention 2017 (du 26 janvier au 30 avril 2017) conclue entre le Service de Prévention de la Commune d'Etterbeek et l'ASBL Smoners ci annexée,

La présente délibération sera soumise aux autorités de tutelle conformément aux dispositions légales.

CONVENTION 2017 (du 26 janvier au 30 avril 2017)

Entre :

D'une part, la Commune d'Etterbeek, représentée par Mr Vincent DEWOLF, Bourgmestre et Mr Christian Debaty, Secrétaire communal,

Et

D'autre part, Smoners asbl, représenté par Ben Hamidou (directeur)

Adresse : Chaussée de Merchtem 7 1080 Bruxelles

Courriel : [smoners@hotmail.com](mailto:smoners@hotmail.com)

Tél : 02/410/65/60 ou 0476/56/85/28

Il est convenu ce qui suit :

1. La commune engage Smoners dans le cadre d'un projet théâtre avec des jeunes etterbeekois. Ce projet aura lieu à Etterbeek au service prévention rue Général Tombeur 53.
2. A cette fin, il est convenu que Smoners mette à la disposition de la Commune d'Etterbeek une animatrice metteuse en scène et comédienne diplômée de l'institut d'art dramatique au Conservatoire Royal de Liège du 26 janvier au 30 avril 2017.
3. Il est convenu que Smoners apporte sa collaboration dans les domaines suivants: la conception, l'écriture, la mise en scène du spectacle théâtral et lors de la représentation publique avec les jeunes issus de l'atelier qui se déroule tous les jeudis de 17h à 19h.
4. Smoners asbl facturera à la Commune d'Etterbeek le prix de la prestation qui est fixée à 50€/l'heure charges comprises et 30€ par heure de préparation soit un montant total de 1950 euros charges comprises pour la mise en place de l'atelier théâtre. Pour le bon déroulement du projet, il est convenu que la Commune payera l'asbl Smoners à hauteur de 2/3 de la somme, soit 1300€ avant le 15 février 2017. Le solde sera à payer le 30 avril 2017, soit la somme de 650€.

5. La commune d'Etterbeek s'engage à payer le montant de 1950€ sur le numéro de compte de Smoners BE69 0013 3550 3878

6. La présente convention est valable pour l'année 2017.

Bruxelles, le

(fait en deux exemplaires)

Pour l'asbl Smoners,  
d'Etterbeek,

Pour la Commune

Le Directeur,  
communal, Le Bourgmestre,

Le Secrétaire

B. Hamidou  
V. De Wolf

C. Debaty

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Sluiten van een overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en de vzw Smoners voor het jaar 2017 – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van het schepencollege van 17 december 2015 tot goedkeuring van de organisatie van een toneelworkshop met acht jongeren van 15 tot 20 jaar uit de wijken Bonnelles, Rolin en Nieuwelaan;

overwegende dat het belangrijk is om een beroep te doen op toneelprofessionals om dit project tot een goed einde te brengen;

overwegende dat de vzw Smoners voorstelt om een animatrice-regisseuse en gediplomeerd toneelspeelster van het instituut voor dramakunst van het Koninklijk Conservatorium van Luik ter beschikking van de dienst Preventie te stellen van 26 januari tot en met 30 april 2017 en haar medewerking te bieden bij de verschillende fases die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van dit project;

overwegende dat overeengekomen werd de bovengenoemde vzw een vergoeding van € 1.950 euro te betalen voor de organisatie van deze toneelworkshop;

overwegende dat het aangewezen is om een overeenkomst op te stellen die de partijen bindt en de rechten en plichten van elke partij vastlegt;

gelet op de overeenkomst 2017 (van 26 januari tot en met 30 april 2017) tussen de dienst Preventie van de gemeente Etterbeek en de vzw Smoners;

**BESLIST**

De conclusie van de hierbijgevoegde overeenkomst 2017 (van 26 januari tot et met 30 april 2017) tussen de dienst Preventie en de vzw Smoners goed te keuren.

Deze beraadslaging zal in overstemming met de wettelijke voorschriften aan de overheidstoezicht onderworpen worden.

OVEREENKOMST 2017 (van 26 januari tot en met 30 april 2017)

Tussen:

enerzijds, de gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door dhr. Vincent DE WOLF, burgemeester, en dhr. Christian DEBATY, gemeentesecretaris,

en

anderzijds, Smoners vzw, vertegenwoordigd door Ben HAMIDOU, directeur,  
adres: Merchtemsesteenweg 7, 1080 Brussel  
e-mailadres: [smoners@hotmail.com](mailto:smoners@hotmail.com)  
tel.: 02 410 65 60 of 0476 56 85 28

wordt overeengekomen wat volgt:

1 De gemeente neemt Smoners in dienst in het kader van een toneelproject met Etterbeekse jongeren. Dat project zal plaatsvinden in Etterbeek bij de dienst Preventie (Generaal Tombeurstraat 53).

2 Daartoe wordt overeengekomen dat Smoners een animatrice-regisseuse en gediplomeerd toneelspeelster van het instituut voor dramakunst van het Koninklijk Conservatorium van Luik ter beschikking stelt van de gemeente Etterbeek van 26 januari tot en met 30 april 2017.

3 Er wordt overeengekomen dat Smoners haar medewerking biedt op de volgende domeinen: het uitdenken, het schrijven, de regie van het toneelstuk alsook tijdens de voorstelling voor het publiek met de jongeren uit de workshop die elke donderdag plaatsvindt van 17 u. tot 19 u.

4 Smoners vzw zal de gemeente Etterbeek de prijs van de prestatie factureren die vastgelegd wordt op € 50 per uur inclusief kosten en € 30 per voorbereidingsuur, te weten een totaalbedrag van € 1.950 euro inclusief kosten voor de organisatie van de toneelworkshop.

Voor het goede verloop van het project wordt overeengekomen dat de gemeente twee derde van het bedrag, te weten € 1.300, zal betalen aan vzw Smoners voor 26 januari 2017. Het saldo zal betaald moeten worden op 31 maart 2017, te weten € 650.

5 De gemeente Etterbeek verbindt zich ertoe het bedrag van € 1.950 te storten op het rekeningnummer van Smoners BE69 0013 3550 3878.

6 De onderhavige overeenkomst is geldig voor het jaar 2017.

Brussel,

(opgemaakt in twee exemplaren)

Voor vzw Smoners,  
De directeur,

Voor de gemeente Etterbeek,  
De gemeentesecretaris,

De burgemeester,

B. HAMIDOU

C. DEBATY

V. DE WOLF



De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

## **Relations publiques et communication - Public Relations en Communicatie**

### **23.01.2017/A/0009 ASBL La Vie etterbeekoise – Compte 2015 – Approbation**

Le conseil communal,

Considérant que, pour l'année 2015, un subside de 63.870,00 € a été prévu en faveur de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise », au budget ordinaire de la Commune d'Etterbeek (article 133/332/02) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région bruxelloise précisent que les comptes et les budgets des A.S.B.L. subsidiées par les communes doivent être adoptés par les Conseils communaux compétents ;

Vu le règlement communal voté en date du 17 septembre 2007 relatif au contrôle de l'octroi de subventions ;

Vu l'approbation du compte 2015 par l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise », le 20 juin 2016 ;

Vu les articles 93 et 117 de la Loi communale ;

DECIDE

D'approuver le compte 2015 de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise » tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

### **VZW Leven te Etterbeek – Rekening 2015 – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat een toelage van 63.870,00 € was voorzien ten gunste van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek », op de begroting 2015 van de Gemeente Etterbeek (artikel 133/332/02) ;

overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekeningen en de begrotingen van V.Z.W.'s, betoegelaagd door de gemeenten, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden ;

gelet op het gemeentelijk reglement van 17 september 2007 ;

gelet op de rekening 2015, door de Algemene vergadering van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek » op 20 juni 2016 goedgekeurd ;

gelet op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de rekening 2015 van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek » te aanvaarden, zoals ze bij deze beraadslaging is gevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*Compte2015.doc*

---

23.01.2017/A/0010 **ASBL La Vie etterbeekoise – Budget 2016 – Approbation**

Le conseil communal,

Considérant que, pour l'année 2016, un subside de 63.870,00 € a été prévu en faveur de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise », au budget ordinaire de la Commune d'Etterbeek (article 133/332/02) ;

Attendu que les instructions de M. le Ministre de la Région bruxelloise précisent que les comptes et les budgets des A.S.B.L. subsidiées par les communes doivent être adoptés par les Conseils communaux compétents ;

Vu le règlement communal voté en date du 17 septembre 2007 relatif au contrôle de l'octroi de subventions ;

Vu l'approbation du budget 2016 par l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise », le 20 juin 2016 ;

Vu les articles 93 et 117 de la Loi communale ;

DECIDE

D'approuver le budget 2016 de l'A.S.B.L. « La Vie Etterbeekoise » tel qu'il est annexé à la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**VZW Leven te Etterbeek – Begroting 2016 – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat een toelage van 63.870,00 € is voorzien ten gunste van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek », op de begroting 2016 van de Gemeente Etterbeek (artikel 133/332/02) ;

overwegende dat de instructies van de Minister van het Brussels Gewest voorschrijven dat de rekeningen en de begrotingen van V.Z.W.'s, betoegelaagd door de gemeenten, moeten goedgekeurd worden door de bevoegde gemeenteraden ;

gelet op het gemeentelijk reglement van 17 september 2007 ;

gelet op de begroting 2016, door de Algemene vergadering van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek » op 20 juni 2016 goedgekeurd ;

gelet op de artikels 93 en 117 van de nieuwe Gemeentewet ;

BESLIST

de begroting 2016 van de V.Z.W. « Leven te Etterbeek » te aanvaarden, zoals ze bij deze beraadslaging is gevoegd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Budget VE modifié 2016.pdf*

---

## **Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A**

### **23.01.2017/A/0011 Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1-1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

**Date : 8 décembre 2016.**

**Objet** : Estimation – Baron Lambert - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

**Estimation de la dépense** : 5.500,00 €, H.T.V.A. – 6.655,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

**Date : 8 décembre 2016.**

Objet : Estimation – Eudore Pirmez 9 - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 €, H.T.V.A. – 3.025,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

**Date : 8 décembre 2016.**

Objet : Estimation – Wavre 637 B - Approbation de l'attribution et des conditions - Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 900,00 €, H.T.V.A. – 1.089,00 € T.V.A.C. 21% comprise.

Article budgétaire : 612.01 du budget ordinaire 2016 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

---

**Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 26 § 1-1<sup>o</sup> a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

**Datum : 8 december 2016.**

Onderwerp : Schatting – Baron Lambert - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 5.500,00 €, zonder B.T.W. – 6.655,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 612.01 van de begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 8 december 2016.**

Onderwerp : Schatting – Eudore Pirmez - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 2.500,00 €, zonder B.T.W. – 3.025,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 612.01 van de begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 8 december 2016.**

Onderwerp : Schatting – Waversesteeweg 637 B - Goedkeuring van de toewijzing en de voorwaarden - Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 900,00 €, zonder B.T.W. – 1.089,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 612.01 van de begroting 2016 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

---

23.01.2017/A/0012 **Régie Foncière – Fixation des conditions de divers marchés publics – Article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information**

Le conseil communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal pour fixer, dans le cas d'un recours à la procédure négociée sans publicité, les conditions du marché s'il est fait application de l'article 26 § 1-1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Attendu qu'il s'agit des marchés par procédure négociée dont la dépense à approuver ne dépasse pas le montant de 85.000 €, hors T.V.A. ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que les décisions suivantes ont été prises par le Collège des Bourgmestre et Echevins :

**Date : 15 décembre 2016.**

Objet : Fourniture de peinture et de petit matériel – Exercice 2017 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 €, H.T.V.A. – 30.250,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

**Date : 15 décembre 2016.**

Objet : Fourniture de quincaillerie et d'outillage – de matériaux de construction - de carrelage – de plaques de plâtre et de matériaux et accessoires appropriés - Exercice 2017 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 30.000,00 €, H.T.V.A. – 36.300,00 € T.V.A. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

**Date : 15 décembre 2016.**

Objet : Travaux de maintenance ordinaire de serrurerie et de menuiserie à réaliser dans les immeubles communaux gérés par la Régie Foncière - Exercice 2017 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 45.000,00 €, H.T.V.A. – 47.700,00 € T.V.A.C. 6% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

**Date : 15 décembre 2016.**

Objet : Fourniture de matériel électrique et d'appareils électroménagers – Exercice 2017 - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter – Application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 25.000,00 €, H.T.V.A. – 30.250,00 € T.V.A.C. 21% comprise.

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2017 de la Régie Foncière.

DECIDE

De prendre pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins dont question ci-dessus et ce en application de l'article 234 alinéa 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Le Conseil prend acte.

---

**Regie van Grondbeleid – Vaststelling van de voorwaarden van verschillende overheidsopdrachten – Artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving**

De gemeenteraad,

overwegende dat overeenkomstig artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de bevoegdheid van de Gemeenteraad uit te oefenen voor het vaststellen van de voorwaarden van de opdrachten die worden gegund bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met toepassing van artikel 26 § 1-1<sup>o</sup> a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten ;

aangezien het opdrachten betreft die gegund werken bij onderhandelingsprocedures waarvan de goed te keuren uitgave het bedrag van 85.000 €, exclusief B.T.W., niet overschrijdt ;

aangezien de beslissingen in dit kader genomen door het College van Burgemeester en Schepenen moeten ter kennisgeving moeten medegedeeld worden aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering ;

aangezien de volgende beslissingen werden genomen door het College van Burgemeester en Schepenen :

**Datum : 15 december 2016.**

Onderwerp : Levering van werven en kleine materiaal – Dienstjaar 2017 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 25.000,00 €, zonder B.T.W. – 30.250,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 15 december 2016.**

Onderwerp : Levering van ijzerwaren – gereedschappen – bouwmaterialen – tegelbekleding – gipsplaten en van bouwstoffen en aangepaste behoeften – Dienstjaar 2017 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 30.000,00 €, zonder B.T.W. – 36.300,00 € B.T.W. 21 %

inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 15 december 2016.**

Onderwerp : Gewone onderhoudswerken van het slotenmakerswerk en houtwerk uit te voeren in de gebouwen beheerd door de dienst van de Regie van Grondbeleid – Dienstjaar 2017 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 45.000,00 €, zonder B.T.W. – 47.700,00 € B.T.W. 6 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

**Datum : 15 december 2016.**

Onderwerp : Levering van elektrisch materiaal en elektrische huishoudtoestellen – Dienstjaar 2017 - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de leveranciers die geraadpleegd moeten worden – Toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave : 25.000,00 €, zonder B.T.W. – 30.250,00 € B.T.W. 21 % inbegrepen.

Begrotingsartikel : 614.01 van de begroting 2017 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST

kennis te nemen van bovenvermelde beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen en dit in toepassing van artikel 234 derde lid van de Nieuwe Gemeentewet.

De raad neemt akte.

---

## Observatoire du logement - Observatorium

23.01.2017/A/0013 **Règlement relatif à l'octroi d'une prime dans le cadre du contrat de Quartier Durable «Chasse-Gray», destinée à couvrir les frais d'introduction de dossiers de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la subvention "petit patrimoine" – Approbation**

Le conseil communal,

Vu l'ordonnance organique de la Région de Bruxelles-Capitale du 28/01/2010 de la revitalisation urbaine, modifiée le 06/12/2012 ;



Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale de la 27/05/2010 portant exécution de l'ordonnance précitée ;

Vu l'adoption, par le Conseil communal, du Programme du contrat de Quartier Durable (CQD) «Chasse-Gray» en date du 20/10/2014 ;

Vu l'approbation, par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » en date du 18/12/2014 ;

Vu le projet socioéconomique « Coordination Logement» repris dans le Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.9) ;

Considérant que ce projet socioéconomique vise à proposer des solutions relatives aux défis liés à l'habitat privé dans le quartier, notamment en termes de rénovation ;

Considérant que les frais administratifs peuvent être un frein à l'introduction de dossiers individuels de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement de façade et au petit patrimoine ;

Considérant qu'il peut dès lors être intéressant de proposer une aide financière destinée à couvrir les frais d'introduction de dossier de demandes des primes régionales (rénovation, embellissement de façade et subvention petit patrimoine), et qu'il y a lieu d'en fixer les modalités d'octroi;

ARRETE

**Règlement relatif à l'octroi d'une prime dans le cadre du contrat de Quartier Durable «Chasse-Gray», destinée à couvrir les frais d'introduction de dossiers de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la subvention petit patrimoine.**

### **Généralités**

**Article 1.** Le présent règlement fixe, dans le cadre du projet socioéconomique « Coordination Logement» du Programme du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (fiche-projet 5.9), les modalités d'octroi des aides financières destinées à couvrir les frais d'introduction de dossier de demandes des primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la subvention petit patrimoine.

**Article 2.** Toute modification du programme ou de la fiche-projet peut engendrer des modifications du présent règlement.

**Article 3.** Principal objectif poursuivi par ce règlement:

Encourager la rénovation des biens privés du périmètre du contrat de Quartier Durable « Chasse-Gray » (CQD) en octroyant aux propriétaires, bénéficiant de revenus de faibles à modérés, une aide financière couvrant les frais relatifs à l'introduction de dossiers de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la subvention petit patrimoine. Dans les faits, ces frais doivent être engagés au préalable par le demandeur sans toutefois avoir la certitude d'obtenir finalement la prime espérée. Une réalité qui peut représenter un frein à l'introduction de ces dossiers et, donc, par rebond, un frein à la rénovation des bâtiments dans ce périmètre.

## Durée

**Article 4.** La demande d'aide financière « frais d'introduction de dossier de prime régionale » pourra être introduite auprès de la « Coordination Logement » à partir du 15 mars 2017 et jusqu'au 30 septembre 2018. Dans la limite des crédits disponibles, elle couvrira le remboursement des frais d'introduction de dossiers de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la subvention petit patrimoine, tels que repris à l'article 6 et ayant été introduits entre le 1er janvier 2015 et le 31 septembre 2018.

## Budgets et montants

**Article 5.** Dans la limite des crédits disponibles, le budget total alloué à cette prime communale est de maximum 10.000 €, réparti sur les exercices budgétaires 2017 et 2018, avec un budget annuel estimé à 5.000 euros. Ce montant est affecté à l'article budgétaire 930 209/331-01.

**Article 6.** Cette prime pourra être obtenue par le demandeur une fois par immeuble et par année civile et pourra couvrir les frais repris dans le tableau ci-dessous :

Liste indicative des documents utiles à l'introduction de demandes de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement de façade et au petit patrimoine :

<b>Documents à introduire lors de la demande de primes régionales</b>	<b>Montants</b>
Un certificat de propriété	€ 6,00
Un extrait de la matrice cadastrale attestant de l'âge du bâtiment si cette information n'est pas disponible dans le certificat de propriété.	€ 5,50
Un permis d'urbanisme si la rénovation le nécessite	
• Vignette communale	€ 7,50
• Redevance demande de PU	€ 37,50
• Redevance pour avis du fonctionnaire délégué et/ou de la commission de concertation.	€ 37,00
• Redevance pour enquête publique	€ 49,50
Des plans de l'immeuble ce qui implique parfois une recherche d'archives	€ 37,50
Une composition de ménage	€ 0,00
Un certificat de résidence (résidence principale)	€ 0,00
<b>TOTAL</b>	<b>€ 180,50</b>

Le Collège des bourgmestre et échevins est compétent pour modifier le tableau ci-dessus en fonction notamment des éventuelles modifications de procédures propres aux primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades et à la

subvention petit patrimoine, ainsi qu'en fonction de l'évolution des montants de ces documents.

### **Conditions d'introduction de la demande**

**Article 7.** La demande de prime « frais d'introduction de dossier de primes régionales » doit être établie sur le modèle du formulaire de demande ci-annexé. Cette demande est à remettre sous forme papier ou préférentiellement sous forme électronique à la « coordination Logement » (voir article 12).

### **Critères d'éligibilité**

**Article 8.** Pour pouvoir bénéficier de cette prime, le demandeur devra répondre aux exigences suivantes :

- Etre propriétaire d'un bien situé au sein du périmètre du CQD « Chasse-Gray ».
- Avoir introduit ou introduire un dossier de demande de primes régionales à la rénovation, à l'embellissement des façades ou à la subvention du petit patrimoine entre le 1<sup>er</sup> janvier 2015 et le 30 septembre 2018.
- Ne pas dépasser un revenu imposable cumulé de 67.050,72 € (revenu imposable du ménage) sur base du dernier extrait de rôle (seuil de revenus identique à celui des primes régionales : catégorisés hauts revenus)

#### Conditions particulières :

- • Ce montant est majorés de € 5000 si le demandeur et son conjoint ou la personne avec laquelle il cohabite sont âgés l'un et l'autre de moins de 35 ans à la date de la demande.
  - • Ce montant et majorés de € 5000 par personne fiscalement à charge (ex: enfants pour lesquels vous bénéficiez d'allocations familiales, une grand-mère sans pension, etc.). La majoration ne concerne pas l'époux/épouse ou le cohabitant légal. Les personnes à charge sont celles qui sont fiscalement à charge au 1er janvier de l'année fiscale de référence.
- Introduire un dossier complet comme repris à l'article 9.

### **Introduction de la demande**

**Article 9.** La demande devra être adressée par écrit (format papier ou électronique) à la « Coordination Logement » sur base du formulaire joint en annexe. Il devra être dûment rempli, daté et signé par le demandeur. Il devra, en outre, être accompagné des documents ci-dessous :

- Copie du certificat de propriété.
- Copie des preuves de paiement des documents repris à l'article 6 avec la condition qu'ils soient effectivement liés à l'introduction de demande de primes régionales concernée par cette aide financière.
- Copie de la preuve de paiement pour la recherche d'archives avec la condition qu'elles soient effectivement liées à l'introduction de la demande de primes régionales concernée par cette aide financière.

- Copie du dossier de demandes primes régionales et de la preuve de son introduction auprès de la Région.
- Copie de l'avertissement extrait de rôle de l'année précédente.

### **Gestion de la demande**

**Article 10.** Le service de l'Aménagement du Territoire (via le projet socioéconomique « Coordination Logement » du CQD) assure la mise en œuvre du présent règlement, notamment en réalisant les tâches suivantes :

- Assurer la publicité de la prime ;
- Accompagner les candidats et bénéficiaires de la prime : réponses aux questions, conseils...
- Instruire les dossiers individuels de demandes de primes, notamment en examinant la recevabilité des demandes et en proposant au Collège un montant à attribuer pour chaque prime individuelle;
- Veiller au bon déroulement général, au respect des règles et des principes fondamentaux (éviter les abus, les dérives, les conflits...);
- Evaluer régulièrement l'intérêt et l'efficacité du système et proposer, le cas échéant, des modifications ou des adaptations;
- Veiller à répondre aux demandes et obligations régionales dans le cadre du CQD, notamment en termes de reporting.

**Article 11.** Dans la limite des crédits disponibles, la prime « frais d'introduction de dossier de primes régionales » sera liquidée en une seule fois, directement sur le compte bancaire renseigné sur le formulaire de demande de prime, dans les 4 mois après l'introduction d'une demande complète, après approbation par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Les dossiers de demande de prime sont traités dans leur ordre d'arrivée.

### **Communication**

**Article 12.** Pour l'introduction de la demande et/ou pour toute question relative à la prime destinée à couvrir les « frais d'introduction de dossier de primes régionales » (rénovation, embellissement des façades, petit patrimoine), le demandeur doit s'adresser à la :

#### **Coordination « Logement » du contrat de Quartier Durable**

Tél : 02 627 27 90

Email : CQDlogement@etterbeek.be - DWChuisvesting@etterbeek.be

Adresse postale :

Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek

Avenue d'Auderghem 113 Oudergemlaan - 1040 Etterbeek

#### Documents utiles :

Le règlement et le formulaire de demande pour obtenir la prime « frais d'introduction de dossier de primes régionales » seront accessibles via le site de la commune d'Etterbeek et/ou par mail sur simple demande à la coordination Logement.

**Article 13.** Sans préjudice des articles 15 et 16 du présent règlement, au cas où les

dispositions ci-avant devaient être interprétées ou appliquées à des cas non prévus explicitement, le Collège des Bourgmestre et Echevins est compétent pour trancher en la matière.

**Article 14.** Le présent règlement entre en vigueur à partir du 15 mars 2017 et est d'application jusqu'au 30 septembre 2018.

### **Contestations et litiges**

**Article 15.** En cas de contestation ou de litige, le Collège des Bourgmestre et Echevins peut proposer des solutions de conciliation.

**Article 16.** En cas d'échec de la conciliation, les tribunaux de Bruxelles sont compétents pour le règlement des litiges.

Ainsi délibéré en séance publique du conseil Communal, à Etterbeek, le 23 janvier 2017

Le secrétaire communal,  
Christian DEBATY.

Le bourgmestre,  
Vincent DE WOLF.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
33 votants : 33 votes positifs.

---

**Reglement betreffende de toekenning van een premie in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” bedoeld om de kosten te dekken voor het indienen van aanvraagdossiers voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed” – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 28/01/2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering, gewijzigd op 06/12/2012;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 27/05/2010 tot uitvoering van de voornoemde ordonnantie;

gelet op de goedkeuring door de gemeenteraad van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract (DWC) “Jacht-Gray” op 20/10/2014;

gelet op de goedkeuring door de Brussels Hoofdstedelijke Regering van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” op 18/12/2014;

gelet op het socio-economische project “Coördinatie Huisvesting” uit het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.9);

overwegende dat dit socio-economische project tot doel heeft oplossingen voor te stellen voor de uitdagingen in verband met privéwoningen in de wijk, in het bijzonder op het vlak van renovatie;

overwegende dat de administratieve kosten een obstakel kunnen zijn voor het indienen van individuele aanvraagdossiers voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en klein erfgoed;

overwegende dat het dan ook interessant kan zijn om financiële hulp aan te bieden om de kosten voor het indienen van een aanvraagdossier voor gewestelijke premies (renovatie, verfraaiing van gevels en subsidie “klein erfgoed”) te dekken en dat het aangewezen is om de toekenningvoorwaarden van die financiële hulp vast te leggen;

## VERORDENT

**Reglement betreffende de toekenning van een premie in het kader van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” bedoeld om de kosten te dekken voor het indienen van aanvraagdossiers voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed”.**

### Algemeen

**Artikel 1.** In het kader van het socio-economische project “Coördinatie Huisvesting” van het Programma van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (projectfiche 5.9) bepaalt dit reglement de toekenningvoorwaarden van de financiële hulp die bedoeld is om de kosten voor het indienen van een aanvraagdossier voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed” te dekken.

**Artikel 2.** Elke wijziging van het programma of de projectfiche kan wijzigingen aan dit reglement veroorzaken.

**Artikel 3.** Belangrijkste doelstelling van dit reglement:

De renovatie van privégebouwen in de perimeter van het Duurzaam Wijkcontract “Jacht-Gray” (DWC) aanmoedigen door eigenaars met een laag tot gemiddeld inkomen financiële steun toe te kennen om de kosten voor het indienen van aanvraagdossiers voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed” te dekken. In de praktijk moeten die kosten vooraf betaald worden door de aanvrager zonder zeker te zijn dat de gehoopte premie verkregen wordt. Een werkelijkheid die een obstakel kan zijn voor het indienen van die dossiers en bijgevolg voor de renovatie van de gebouwen in deze perimeter.

### Duur

**Artikel 4.** De aanvraag voor financiële hulp “kosten voor het indienen van een dossier voor een gewestelijke premie” zal ingediend kunnen worden bij de “Coördinatie Huisvesting” van 15 maart 2017 tot en met 30 september 2018. Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten zal die financiële steun de terugbetaling dekken van de kosten voor het indienen van aanvraagdossiers voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed” zoals opgenomen in artikel 6 en ingediend tussen 1 januari 2015 en 31 december 2018.

### Budgetten en bedragen

**Artikel 5.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten bedraagt het totaalbudget dat toegekend wordt aan deze gemeentepremie maximaal € 10.000 gespreid over de begrotingsjaren 2017 en 2018 met een jaarlijks budget dat geschat wordt op € 5.000.

Dat bedrag wordt toegewezen aan begrotingsartikel 930 209/331-01.

**Artikel 6.** De aanvrager kan deze premie één keer per gebouw en per kalenderjaar krijgen en de premie kan de kosten uit de onderstaande tabel dekken:

Indicatieve lijst van nuttige documenten bij het indienen van aanvragen voor gewestelijke premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en klein erfgoed:

<b>Documenten in te dienen bij de aanvraag van gewestelijke premies</b>	<b>Bedragen</b>
Eigendomsakte	€ 6,00
Uittreksel uit de kadastrale legger met vermelding van de ouderdom van het gebouw als die informatie niet vermeld wordt op de eigendomsakte	€ 5,50
Een stedenbouwkundige vergunning als de renovatie dat vereist	
• Gemeentelijke zegel	€ 7,50
• Bijdrage aanvraag stedenbouwkundige vergunning	€ 37,50
• Bijdrage voor het advies van de gedelegeerde ambtenaar en/of de overlegcommissie	€ 37,00
• Bijdrage voor openbaar onderzoek	€ 49,50
• Plannen van het gebouw waarvoor soms archieven geraadpleegd moeten worden	€ 37,50
Gezinsamenstelling	€ 0,00
Attest van verblijfplaats (hoofdverblijfplaats)	€ 0,00
<b>TOTAAL</b>	<b>€ 180,50</b>

Het college van burgemeester en schepenen is bevoegd om bovenstaande tabel te wijzigen, in het bijzonder in functie van eventuele wijzigingen van de procedures voor de premies voor renovatie, de verfraaiing van gevels en de subsidie “klein erfgoed” alsook in functie van de evolutie van de kostprijs van deze documenten.

### **Voorwaarden voor het indienen van de aanvraag**

**Artikel 7.** De premieaanvraag “kosten voor het indienen van een dossier voor gewestelijke premies” moet opgesteld worden op het hierbij gevoegde modelaanvraagformulier. Die aanvraag moet op papier of bij voorkeur elektronisch bezorgd worden aan de “Coördinatie Huisvesting” (zie artikel 12).

### **Verkiefsbaarheidscriteria**

**Artikel 8.** Om van deze premie te kunnen genieten, moet de aanvrager beantwoorden aan de volgende eisen:

- eigenaar zijn van een woning die gelegen is binnen de perimeter van het DWC “Jacht-Gray”;

- een aanvraagdossier ingediend hebben of indienen voor een gewestelijke premie voor renovatie, de verfraaiing van gevels of de subsidie “klein erfgoed” tussen 1 januari 2015 en 30 september 2018;
- geen gecumuleerd belastbaar inkomen hebben dat hoger is dan € 67.050,72 (belastbaar inkomen van het gezin) op basis van het laatste aanslagbiljet (inkomensdrempel identiek aan die van de gewestelijke premies: categorie hoge inkomens);

Bijzondere voorwaarden:

- • Dit bedrag wordt verhoogd met € 5.000 als de aanvrager en zijn echtgeno(o)t(e) of de persoon met wie hij samenwoont allebei jonger zijn dan 35 jaar op het moment van de aanvraag.
  - • Dit bedrag wordt verhoogd met € 5.000 per persoon die fiscaal ten laste is (bijv. kinderen voor wie u kinderbijslag ontvangt, een grootmoeder zonder pensioen, enz.). De verhoging heeft geen betrekking op de echtgenoot/echtgenote of de wettelijk samenwonende. De personen ten laste zijn zij die fiscaal ten laste zijn op 1 januari van het referentiebelastingjaar.
- een volledig dossier indienen zoals vermeld in artikel 9.

### **Indienen van de aanvraag**

**Artikel 9.** De aanvraag moet schriftelijk (papieren of elektronische versie) gericht worden aan de “Coördinatie Huisvesting” op basis van het bijgevoegde formulier. Dat moet volledig ingevuld, gedateerd en ondertekend worden door de aanvrager. De onderstaande documenten moeten bij dit formulier gevoegd worden:

- kopie van de eigendomsakte;
- kopie van de betalingsbewijzen van de documenten uit artikel 6 op voorwaarde dat die inderdaad te maken hebben met het indienen van een aanvraag voor een gewestelijke premie waarop deze financiële hulp betrekking heeft;
- kopie van het betalingsbewijs voor het raadplegen van archieven op voorwaarde dat die inderdaad te maken hebben met het indienen van de aanvraag voor gewestelijke premies waarop deze financiële hulp betrekking heeft;
- kopie van het dossier van de gewestelijke premie en het bewijs dat het dossier ingediend werd bij het Gewest;
- kopie van het aanslagbiljet van het voorgaande jaar.

### **Beheer van de aanvraag**

**Artikel 10.** De dienst Ruimtelijke Ordening (via het socio-economische project “Coördinatie Huisvesting” van het DWC) verzekert de uitvoering van dit reglement, in het bijzonder door de volgende taken uit te voeren:

- reclame maken voor de premie;
- kandidaten en begunstigden van de premie begeleiden: antwoorden op vragen, advies geven...
- de individuele premieaanvraagdossiers behandelen, in het bijzonder door na te



gaan of de aanvragen ontvankelijk zijn en door het college een bedrag voor te stellen dat toegekend wordt voor elke individuele premie;

- toezien op het goede verloop, op de naleving van de regels en de fundamentele principes (misbruik, afwijkingen, conflicten... vermijden);
- het belang en de efficiëntie van het systeem regelmatig evalueren en indien nodig wijzigingen of aanpassingen voorstellen;
- erop toezien dat beantwoord wordt aan de gewestelijke vragen en verplichtingen in het kader van het DWC, in het bijzonder op het vlak van rapporteren.

**Artikel 11.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten zal de premie “kosten voor het indienen van dossiers voor gewestelijke premies” in één keer uitbetaald worden op het bankrekeningnummer dat ingevuld werd op het premieaanvraagformulier binnen vier maanden na het indienen van een volledige aanvraag en na goedkeuring door het college van burgemeester en schepenen.

### **Communicatie**

**Artikel 12.** Voor het indienen van de aanvraag en/of met vragen in verband met de premie om de “kosten voor het indienen van dossiers voor gewestelijke premies” (renovatie, verfraaiing van gevels, klein erfgoed) te dekken, moet de aanvrager zich richten tot de:

#### **Coördinatie “Huisvesting” van het Duurzaam Wijkcontract**

Tel.: 02 627 27 90

E-mail: CQDlogement@etterbeek.be - [DWChuisvesting@etterbeek.be](mailto:DWChuisvesting@etterbeek.be)

Postadres:

Commune d'Etterbeek - Gemeente Etterbeek

Avenue d'Auderghem 113 Oudergemlaan - 1040 Etterbeek

#### Nuttige documenten:

Het reglement en het aanvraagformulier voor de premie “kosten voor het indienen van een dossier voor gewestelijke premies” zullen beschikbaar zijn via de website van de gemeente Etterbeek en/of via e-mail op aanvraag bij de Coördinatie Huisvesting.

**Artikel 13.** Onverminderd artikels 15 en 16 van dit reglement is het college van burgemeester en schepenen bevoegd om beslissingen te nemen ingeval de voorgaande bepalingen geïnterpreteerd of toegepast zouden moeten worden op gevallen die niet uitdrukkelijk voorzien zijn.

**Artikel 14.** Dit reglement treedt in werking op 15 maart 2017 en is van toepassing tot 30 september 2018.

### **Betwistingen en geschillen**

**Artikel 15.** In geval van betwisting of geschil kan het college van burgemeester en schepenen een minnelijke schikking voorstellen.

**Artikel 16.** Ingeval die minnelijke schikking mislukt, zijn de rechtbanken van Brussel bevoegd voor de beslechting van de geschillen.

Aldus beslist in openbare zitting van de gemeenteraad in Etterbeek op 23 januari 2017.

De gemeentesecretaris,  
Christian DEBATY.

De burgemeester,  
Vincent DE WOLF.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2017 01 12- Rapport au Collège - Nouvelle prime CQD - Frais d'Introduction de dossier de prime.doc, Formulaire demande prime frais d'introduction de demande de prime régionale 2015 2018- FR.docx, Formulaire demande prime frais d'introduction de demande de prime régionale 2015 2018 - NDL.docx*

*Eliane Paulissen quitte la séance / verlaat de zitting  
Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting*

---

## **A.T. - Environnement (sauf permis et lutte contre les nuisances) - R.O. - Leefmilieu (behalve vergunningen en overlastbestrijding)**

23.01.2017/A/0014 **Nouvelle convention d'occupation, soumise par le Foyer Etterbeekoï, d'un local communautaire (sis au 181/2, avenue Nouvelle) utilisé dans le cadre des activités liées aux Jardins Participatifs – Approbation**

Le conseil communal,

Considérant que le Conseil Communal a approuvé, en sa séance du 1er juillet 2009, la convention établie entre la Commune et le Foyer Etterbeekoï, établissant les conditions d'occupation d'un local communautaire (sis au 181/2 Avenue Nouvelle) utilisé dans le cadre des activités liées aux Jardins Participatifs (réunions avec les associations, animations, activité d'extraction du miel, etc.) ainsi que d'un local de stockage ;

Considérant que ce local communautaire était également utilisé par l'asbl Logement et Harmonie Sociale qui avait signé une convention distincte d'occupation ;

Considérant que ce local a été utilisé par la suite par diverses associations ce qui a amené le Foyer Etterbeekoï et l'asbl Logement et Harmonie Sociale, en septembre 2015, à établir une nouvelle convention d'occupation ainsi qu'un nouveau règlement d'ordre intérieur ;

Considérant que, pour ce local de réunion, le principal changement est que l'occupant supportera les charges locatives établies, chaque année, forfaitairement, en fonction du nombre de jours d'occupation, le montant étant fixé à 5€ par jour d'occupation.

DECIDE

D'adopter la nouvelle convention d'occupation, soumise par le Foyer Etterbeekois, du local communautaire sis au 181/2, avenue Nouvelle :

### **Convention d'occupation**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

D'une part, LE FOYER ETTERBEEKOIS S.A., représenté par M.Arnaud VAN PRAET, Président et Mme Éliane PAULISSEN, Administratrice-déléguée, dont le siège est sis 1, promenade Hyppolite Rolin à 1040 Etterbeek ;

ET

D'autre part, LA COMMUNE D'ETTERBEEK, ci-après dénommée "l'occupant", représentée par le Collège des bourgmestre et échevins, au nom de qui agissent Mme Marie-Rose GEUTEN, Echevine, et M. Christian DEBATY, Secrétaire communal, (contact : service de l'environnement – 115 avenue d'Auderghem – 1040 Etterbeek) ;

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:

#### **Préambule**

La présente convention est conclue dans le cadre de la mise à disposition de locaux pour l'organisation des activités de l'occupant.

#### **Art. 1er – Objet de la convention**

Le Foyer Etterbeekois met à disposition de l'occupant un local de stockage et une toilette, avec un accès direct aux parcelles de terrain situées à l'arrière des immeubles de l'avenue Nouvelle n° 171, ainsi qu'un local de réunion sis au 181/2, avenue Nouvelle.

Le Foyer Etterbeekois conserve la pleine jouissance des espaces susvisés.

#### **Art. 2 – Modalités d'occupation**

Le local de stockage peut uniquement être utilisé pour des activités de stockage et d'entretien d'outils de jardinage. Le local de réunion peut uniquement être utilisé aux fins d'activités en lien avec les jardins participatifs, et notamment la promotion de la biodiversité, la création ou l'entretien de verger à basses tiges, etc.

Les modalités d'occupation du local de réunion sont définies dans le Règlement d'Ordre Intérieur d'occupation des espaces communautaires du Foyer Etterbeekois.

Une copie de celui-ci est remise à l'occupant lors de la signature de la présente convention. Le cas échéant, toute modification ultérieure lui sera notifiée par écrit.

En toute occurrence, l'occupant s'engage à occuper les lieux en bon père de famille.

#### **Art. 3 – Indemnité et charges locatives**

La mise à disposition des locaux est faite à titre gratuit.

Toutefois, pour le local de stockage et les robinets accessibles, l'eau de distribution et

l'électricité utilisées seront facturées annuellement à l'occupant moyennant un relevé des compteurs de passage.

Pour le local communautaire, l'occupant supportera les charges locatives établies, chaque année, forfaitairement, en fonction du nombre de jours d'occupation (prix forfaitaire de 5€ par jour d'occupation).

#### **Art. 4 – Durée de la convention**

La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

Il peut toujours être mis fin à celle-ci, en tout ou partie, moyennant un préavis de 30 jours.

Si l'occupant manque gravement à ses obligations, il peut y être mis fin sans préavis.

#### **Art. 5 – Interdiction de sous-occupation**

L'occupant ne peut permettre l'occupation des espaces communautaires susvisés à des tiers sans l'accord écrit et préalable du Foyer Etterbeekois.

#### **Art. 6 – Assurances**

L'occupant souscrit, sous sa responsabilité, aux assurances couvrant sa responsabilité civile et celles de toutes les personnes à qui elle permet l'accès aux lieux.

La présente convention est conclue sans préjudice des droits du propriétaire, visés par la convention conclue avec l'occupant en date du 1er juillet 2009, d'accéder à la zone de détente située entre la voie ferrée et l'arrière du premier bâtiment de logements, et d'occuper une parcelle lui étant réservée, dans le respect des conventions et du plan d'implantation arrêtés par le Collège des bourgmestre et échevins.

Fait en double exemplaire à Etterbeek, le ... décembre 2016 dont chaque partie déclare avoir reçu un exemplaire.

L'occupant,

DEBATY,  
communal,  
Marie-Rose GEUTEN,  
Echevine

Christian  
Secrétaire

Le propriétaire,

PAULISSEN  
Administratrice-déléguée  
Arnaud VAN PRAET  
Président

Eliane

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
31 votants : 31 votes positifs.

---

**Nieuwe bezettingsovereenkomst, voorgelegd door de Etterbeekse Haard, voor een gemeenschappelijk lokaal (gelegen Nieuwelaan 181/2) dat gebruikt wordt in het kader van de activiteiten in verband met de Participatieve Tuinen – Goedkeuring**

De gemeenteraad,

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 1 juli 2009 de overeenkomst goedgekeurd heeft die gesloten werd tussen de gemeente en de Etterbeekse Haard tot vaststelling van de voorwaarden voor de bezetting van een gemeenschappelijk lokaal (gelegen Nieuwelaan 181/2) dat gebruikt wordt in het kader van de activiteiten in verband met de Participatieve Tuinen (vergaderingen met de verenigingen, animatieactiviteiten, oogsten van de honing, enz.) en van een opslagruimte;

overwegende dat dit gemeenschappelijke lokaal ook gebruikt werd door de vzw Logement et Harmonie Sociale die een verschillende bezettingsovereenkomst getekend had;

overwegende dat dit lokaal later gebruikt werd door verschillende verenigingen waardoor de Etterbeekse Haard en de vzw Logement et Harmonie Sociale in september 2015 een nieuwe bezettingsovereenkomst en een huishoudelijk reglement opgesteld hebben;

overwegende dat de belangrijkste verandering voor het vergaderlokaal erin bestaat dat de bezetter de huurlasten zal dragen die elk jaar forfaitair berekend worden in functie van het aantal bezettingsdagen waarbij het bedrag vastgelegd werd op € 5 per bezettingsdag;

BESLIST

de nieuwe bezettingsovereenkomst, voorgelegd door de Etterbeekse Haard, voor het gemeenschappelijke lokaal op de Nieuwelaan 181/2 goed te keuren.

**Bezettingsovereenkomst**

TUSSEN DE ONDERGETEKENDEN:

enerzijds, DE ETTERBEEKSE HAARD NV, vertegenwoordigd door de heer Arnaud VAN PRAET, voorzitter, en mevrouw Éliane PAULISSEN, gedelegeerd bestuurster, waarvan de zetel gelegen is Hippolyte Rolinpromenade 1 in 1040 Etterbeek;

EN

anderzijds, DE GEMEENTE ETTERBEEK, hierna genoemd “de bezetter”, vertegenwoordigd door het college van burgemeester en schepenen in wiens naam handelen mevrouw Marie-Rose GEUTEN, schepenen, en de heer Christian DEBATY, gemeentesecretaris (contact: dienst Leefmilieu – Oudergemlaan 115, 1040 Etterbeek);

WERD OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:

Preambule

De onderhavige overeenkomst wordt gesloten in het kader van de terbeschikkingstelling van lokalen voor de organisatie van de activiteiten van de bezetter.

### **Art. 1 – Voorwerp van de overeenkomst**

De Etterbeekse Haard stelt de bezetter een opslagruimte en een toilet ter beschikking die rechtstreeks toegang bieden tot de percelen achter de woongebouwen op de Nieuwelaan 171 alsook een vergaderlokaal op de Nieuwelaan 181/2.

De Etterbeekse Haard behoudt het volledige genot van de bovenbedoelde ruimten.

### **Art. 2 – Bezettingsvoorwaarden**

De opslagruimte mag enkel gebruikt worden voor de opslag en het onderhoud van tuingereedschap. Het vergaderlokaal mag enkel gebruikt worden voor activiteiten in verband met de Participatieve Tuinen, in het bijzonder de bevordering van de biodiversiteit, de aanleg of het onderhoud van een boomgaard met laagstammen, enz.

De bezettingsvoorwaarden van het vergaderlokaal zijn vastgelegd in het huishoudelijk reglement van de gemeenschappelijke ruimten van de Etterbeekse Haard.

Een kopie van dat reglement wordt bezorgd aan de bezetter bij de ondertekening van de onderhavige overeenkomst. Zo nodig zal de bezetter schriftelijk op de hoogte gebracht worden van latere wijzigingen.

In elk geval verbindt de bezetter zich ertoe de lokalen als een goede huisvader te gebruiken.

### **Art. 3 – Huurvergoeding en huurlasten**

De lokalen worden gratis ter beschikking gesteld.

Voor de opslagruimte en de toegankelijke kranen zullen het leidingwater en de elektriciteit echter jaarlijks gefactureerd worden aan de bezetter op basis van de meterstanden.

Voor het gemeenschappelijke lokaal zal de bezetter de huurlasten dragen die elk jaar forfaitair berekend worden in functie van het aantal bezettingsdagen (vaste prijs van € 5 per bezettingsdag).

### **Art. 4 – Duur van de overeenkomst**

De onderhavige overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Ze kan steeds volledig of gedeeltelijk beëindigd worden met inachtneming van een opzegtermijn van 30 dagen.

Indien de bezetter ernstig tekortschiet in zijn verplichtingen, kan de overeenkomst beëindigd worden zonder opzegtermijn.

### **Art. 5 – Onderverhuurverbod**

Zonder voorafgaand en schriftelijk akkoord van de Etterbeekse Haard mag de bezetter geen toestemming geven aan derden om de bovenbedoelde gemeenschappelijke ruimten te gebruiken.

#### **Art. 6 – Verzekeringen**

De bezetter sluit op zijn verantwoordelijkheid de verzekeringen af die zijn burgerlijke aansprakelijkheid en die van alle personen die hij toegang verleent tot de lokalen dekt.

De onderhavige overeenkomst wordt gesloten zonder afbreuk te doen aan het recht van de eigenaar, uit de overeenkomst die met de bezetter gesloten werd op 1 juli 2009, om de ontspanningszone tussen de spoorweg en de achterkan van het eerste appartementsgebouw te betreden en een perceel dat aan hem voorbehouden is te gebruiken met inachtneming van de overeenkomsten en het inplantingsplan die vastgesteld werden door het college van burgemeester en schepenen.

Opgemaakt in twee exemplaren in Etterbeek op .. december 2016 waarbij elke partij erkent een exemplaar ontvangen te hebben.

De bezetter,

	Marie-Rose GEUTEN	Christian
DEBATY		
	schepenen	
gemeentesecretaris		

De eigenaar,

	Arnaud VAN PRAET	Eliane
PAULISSEN		
	voorzitter	
gedelegeerd bestuurster		

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*Eliane Paulissen entre en séance / treedt in zitting*  
*Arnaud Van Praet entre en séance / treedt in zitting*

---

#### **Travaux publics et voiries - Openbare werken en Wegen**

23.01.2017/A/0015 **Service Public Régional de Bruxelles – Ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l’octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d’investissements d’intérêt public – Programme Triennal d’Investissement 2016-2018 – Approbation de l’ajout d’un projet au programme**

Le conseil communal,

Vu l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroie subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé d'octroyer une dotation de 848.685,00 € pour le triennat 2016-2018 ;

Considérant qu'un projet était déjà inscrit dans ce plan pour 2016, à savoir :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2016	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Haerne, Antoine Gauthier et Beckers)	508.000,00 €	50%	254.000,00 €
		<b>Total subside sollicité</b>			<b>254.000,00 €</b>

Considérant que le service des Travaux publics envisage pour l'année 2018 de procéder aux travaux de réaménagement de la rue Général Henry (1<sup>ère</sup> phase) dont le coût est estimé à € 875.000,00 TVAC et qu'il serait, par conséquent judicieux d'insérer ce projet dans ce programme d'investissement après approbation par l'autorité communale ;

Considérant que ce plan triennal d'investissement se présentera donc comme suit :

Années	N° projet	Projets	Estimation	Subside sollicité	Montant subsidié
2016	1.	Voirie – Renouvellement de divers trottoirs (rues de Haerne, Antoine Gauthier et Beckers)	508.000,00 €	50%	254.000,00 €
2018	2.	Voirie – Réaménagement de la rue Général Henry (1 <sup>ère</sup> phase)	875.000,00 €	70%	594.685,00 €
		<b>Total subside sollicité</b>			<b>848.685,00 €</b>

Considérant que le montant total du subside sollicité sera limité au montant octroyé par la région de Bruxelles-Capitale, soit 848.685,00 € ;

Considérant que ce programme peut être modifié en cours de triennat par l'ajout, la suppression ou la modification de projets ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

D'arrêter le programme triennal d'investissement 2016-2018 repris en annexe de la présente délibération et d'introduire les demandes de subsides correspondantes en



temps utile.

Cette délibération sera transmise au Pouvoir subsidiant.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Gewestelijke Overheidsdienst Brussel – Ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de realisatie van investeringen van openbare nut aan te moedigen – Driejaarlijksplan 2016-2018 – Goedkeuring van de toevoeging van een project in het plan**

De gemeenteraad,

gezien de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies bestemd om de uitvoering van investeringen van openbare nut aan te moedigen ;

overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest beslist heeft een dotatie van 848.685,00 € op drie jaar 2016-2018 toe te kennen ;

overwegende dat er al een project in het plan ingeschreven was voor 2016, te weten :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2016	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (de Haerne, Antoine Gauthier en Beckersstraat)	508.000,00 €	50%	254.000,00 €
		<b>Totaal aangevraagde subsidie</b>			<b>254.000,00 €</b>

overwegende dat de dienst Openbare werken in zicht heeft voor het jaar 2018 over te gaan tot inrichtingswerken van de Generaal Henrystraat (1ste fase) waarvan de kost geraamd kan worden op

€ 875.000,00 BTW incl. en dat het goed zou klinken dit project in het investeringsprogramma in te schrijven na goedkeuring van de gemeentelijke autoriteit ;

overwegende dat het driejaarlijks investeringsprogramma er dus zo zal voorstellen :

Jaren	N° project	Projecten	Raming	Aangevraagde subsidie	Subsidieerd bedrag
2016	1.	Wegenis – Vernieuwing van verschillende voetpaden (de Haerne, Antoine Gauthier en Beckersstraat)	508.000,00 €	50%	254.000,00 €

2018	2.	Wegenis – Inrichting van de Generaal Henrystraat (1ste fase)	875.000,00 €	70%	594.685,00 €
		<b>Totaal aangevraagde subsidie</b>			<b>848.685,00 €</b>

overwegende dat het totaal bedrag van de aangevraagde subsidie begrenst zal worden op het bedrag die toegekend is door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te weten 848.685,00 € ;

overwegende dat dit programma gewijzigd kan worden tijdens het driejaarlijksplan door toevoeging, verwijdering of wijziging van projecten ;

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST**

Het driejaarlijks investeringsprogramma 2016-2018 opgenomen in bijlage goed te keuren en de overeenstemmende aanvragen voor subsidies op tijd in te dienen.

Deze beraadslaging zal naar de Subsidiërende overheid verzonden worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*Programme triennal d'investissement formulaire-B Général Henry 2018.doc,*

*Programme triennal d'investissement formulaire-A modifié 2017.doc*

## **Achats - Aankopen**

**23.01.2017/A/0016 Festivités – Prise en location sous forme de leasing d'un petit camion châssis-cabine sur une durée de 60 mois – Approbation des conditions et du mode de passation**

Le conseil communal,

Vu la nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 12 novembre 1997 relative à la publicité de l'administration ;

Vu la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et ses modifications ultérieures, notamment l'article 26, § 1, 1° a (le montant du marché HTVA ne dépassant pas le seuil de 85.000,00 €) ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics et de certains marchés de travaux, de fournitures et de services ;

Vu l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 105 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 5, § 2 ;

Considérant le cahier des charges N° TP/ORD/FEST/2017-2021/32ter relatif au marché "Festivités - Prise en location sous forme de leasing d'un petit camion châssis-cabine sur une durée de 60 mois" établi par le Service des Travaux Publics;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 100.000,00 € (incl. 21% TVA);

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publicité;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, article 763/127-12;

Sur proposition du collège;

DECIDE

### **Article 1<sup>er</sup>**

D'approuver le cahier des charges N° TP/ORD/FEST/2017-2021/32ter et le montant estimé du marché "Festivités - Prise en location sous forme de leasing d'un petit camion châssis-cabine sur une durée de 60 mois", établis par le Service des Travaux Publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 100.000,00 € (incl. 21% TVA).

### **Article 2**

De choisir la procédure négociée sans publicité comme mode de passation du marché.

### **Article 3**

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2017, 2018, 2019, 2020 et 2021, article 763/127-12.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Festiviteiten – In huur nemen onder de vorm van een leasing van een kleine vrachtwagen chassis-cabine voor een duur van 60 maanden – Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 234, betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motiveringsplicht van bestuurshandelingen, en latere wijzigingen;

gelet op de wet van 12 november 1997 betreffende de openbaarheid van bestuur;

gelet op de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 26, § 1, 1<sup>o</sup> a (limiet van 85.000,00 € excl. btw niet overschreden);

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten;

gelet op het koninklijk besluit van 15 juli 2011 betreffende plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 105;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 5, § 2;

overwegende dat in het kader van de opdracht “Festiviteiten - In huur nemen onder de vorm van een leasing van een kleine vrachtwagen chassis-cabine voor een duur van 60 maanden” een bestek met nr. TP/ORD/FEST/2017-2021/32ter werd opgesteld door de Dienst Openbare Werken;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 100.000,00 € (incl. 21% btw);

overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking;

overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021, op artikel 763/127-12 van de gewone dienst;

op voorstel van het college;

**BESLUIT**

### **Artikel 1**

Goedkeuring wordt verleend aan het bestek met nr. TP/ORD/FEST/2017-2021/32ter en de raming voor de opdracht “Festiviteiten - In huur nemen onder de vorm van een leasing van een kleine vrachtwagen chassis-cabine voor een duur van 60 maanden”, opgesteld door de Dienst Openbare Werken. De lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. De raming bedraagt 100.000,00 € (incl. 21% btw).

### **Artikel 2**

Bovengenoemde opdracht wordt gegund bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking.

### **Artikel 3**

De uitgave voor deze opdracht is voorzien in het budget van 2017, 2018, 2019, 2020 en 2021, op artikel 763/127-12 van de gewone dienst.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*2016\_12\_28\_Bestek - Model 3P.doc, 2017\_01\_04\_CSCH - Modele 3P.doc*

---

## **Bâtiments publics - Openbare Gebouwen**

23.01.2017/A/0017 **Hôtel communal – Remplacement du disjoncteur principal dans la cabine Haute tension – Application de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale – Ratification de la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins (séance du 12 janvier 2017)**

Le conseil communal,

Considérant que suite à l'entretien opéré par la société Getralux fin 2016, le rapport démontre une faiblesse importante au niveau disjoncteur principal de la cabine Haute tension de l'Hôtel communal ;

Considérant qu'il est primordial de procéder le plus rapidement possible au remplacement du disjoncteur pour éviter le black-out au sein de l'Hôtel communal et du bâtiment de la Police ;

Considérant que le service des Travaux publics a présenté au Collège des Bourgmestre et Echevins, en sa séance du 12 janvier 2017, le dossier d'attribution relatif à ces travaux urgents et impérieux sur base de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale ;

Considérant que le montant de ces travaux s'élève à 34.000,00 € TVAC et que cette dépense sera imputée sur le budget extraordinaire de 2017 à l'article 104/724167-60 (inscrit par voie de modification budgétaire n° 1) ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

De ratifier la décision prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins, en séance du 12 janvier 2017, sur base de l'article 249 de la Nouvelle Loi Communale pour la réalisation des travaux relatifs au remplacement du disjoncteur principal dans la cabine Haute tension de l'Hôtel communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

**Gemeentehuis – Vervanging van de hoofdschakelaar in de Hoogspanningscabine  
Toepassing van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet – Ratificatie van de  
beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen (zitting van 12 januari  
2017)**

De gemeenteraad,

overwegende dat na de onderhoud van de firma Getralux eind 2016, het verslag laat merken dat de hoofdschakelaar van de Hoogspanningscabine van het gemeentehuis belangrijke zwakheden kent;

overwegende dat het dus echt noodzakelijk is zo snel mogelijk over te gaan tot de vervanging van de hoofdschakelaar om een black-out te vermijden binnen het gemeentehuis maar ook het gebouw van de Politie;

overwegende dat de dienst Openbare werken het gunningdossier op het College van Burgemeester en Schepenen heeft voorgelegd, in zitting van 12 januari 2017, om over te gaan tot deze urgente en dwingende werken op basis van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet;

overwegende dat het bedrag van deze werken € 34.000,00 € BTW incl. bedraagt en dat deze uitgave toegerekend zal worden op de buitengewone begroting van 2017 op artikel 104/724 17-60 (ingeschreven door begrotingswijziging n° 1);

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

**BESLIST**

De beslissing genomen door het College van Burgemeester en Schepenen op basis van artikel 249 van de Nieuwe Gemeentewet, in zitting van 12 januari 2017, in verband de uitvoering van de werken betreffende de vervanging van de hoofdschakelaar in de Hoogspanningscabine van het Gemeentehuis te ratificeren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

---

## **Finances - Financiën**

23.01.2017/A/0018 **Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique**

Le conseil communal,

Vu l'article 170, §4, de la constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 23 décembre 2016 relative à la taxe sur les établissements d'hébergement touristique, article 13 ;

Vu l'ordonnance du 21 décembre 2012 établissant la procédure fiscale en Région de Bruxelles-Capitale, chapitres III, IV, V, VI, VII et VIII du Titre I, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la commune se doit d'obtenir des recettes afin de se procurer les ressources nécessaires en vue du financement des dépenses de sa politique générale et le financement de ses missions de service public ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

DECIDE

**Article 1 :** Il est établi, au profit de la commune d'Etterbeek, pour l'exercice 2017, 4384 centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

**Article 2 :** L'établissement et la perception de ces centimes additionnels s'effectueront par les soins du Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

**Article 3 :** Le présent règlement sera transmis à l'autorité de tutelle et au Service public régional de Bruxelles Fiscalité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

33 votants : 33 votes positifs.

---

### **Opcntiemen op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 170, §4, van de Grondwet;

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de ordonnantie van 23 december 2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristische logies, artikel 13;

gelet op de ordonnantie van 21 december 2012 tot vaststelling van de fiscale procedure in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hoofdstukken III, IV, V, VI, VII en VIII van Titel I en latere wijzigingen;

gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussel Hoofdstedelijk Gewest en latere wijzigingen;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998 betreffende de overlegging aan de regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht en latere wijzigingen;

overwegende dat de gemeente inkomsten moet hebben om zich de nodige middelen te verschaffen om de uitgaven van haar algemeen beleid te financieren en haar opdrachten als openbare dienst te financieren.

op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

## BESLUIT

**Artikel 1** : Er worden voor het aanslagjaar 2017 ten voordele van de gemeente ... Etterbeek, 4384 opcentiemen geheven op de gewestelijke belasting op de inrichtingen van toeristische logies.

**Artikel 2** : De vaststelling en de inning van deze opcentiemen zullen gebeuren door toedoen van de gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

**Artikel 3** : Deze verordening wordt aan de toezichthoudende overheid en aan de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Fiscaliteit.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
33 stemmers : 33 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Rapport Conseil 23.01.2017.docx*

*Françoise Bertieaux quitte la séance / verlaat de zitting*

*Rachid Madrane quitte la séance / verlaat de zitting*

*Arnaud Van Praet quitte la séance / verlaat de zitting*

---

## Secrétariat - Secretariaat

### 23.01.2017/A/0019 **Interpellation de Madame Françoise Carton de Wiart sur le mauvais état du trottoir de la rue Général Capiaumont**

La rue Général Capiaumont est une des très belles rues d'Etterbeek, par ailleurs dans le périmètre du Contrat de Quartier Durable.

Dans la partie située entre la rue Philippe Baucq et l'avenue Pirmez (prolongée par l'avenue Victor Jacobs), le trottoir de pavés, bien de chez nous, contribue au charme de la rue.

Tout irait bien dans le meilleur des mondes si ces pavés n'étaient pas enfoncés, descellés, branlants, disparus... Ce trottoir est un danger majeur pour les piétons.

Dans une ville soumise à un intense trafic et stationnement automobile, aux travaux incessants de divers impétrants, il n'est plus de mise de réclamer aux propriétaires riverains de reconstruire le trottoir. C'est devenu une obligation des autorités publiques.



Le programme triennal d'investissements (subventionné par la Région) voté par notre Conseil en septembre 2016 prévoit les aménagements de trottoirs rue de Haerne, rue Gauthier et rue Beckers.

Nous ne souhaitons pas priver les riverains de ces rues d'un nouveau trottoir, déshabiller Paul pour habiller Pierre... mais il serait intéressant de savoir en fonction de quels critères ces rues ont été choisies. Est-ce simplement parce que d'autres travaux y sont prévus en voirie et que le trottoir apparaît comme un complément ? Ou existe-t-il une politique relative exclusivement aux trottoirs ? Avez-vous besoin d'une pétition pour être alerté ? Peut-on ajouter le trottoir de la rue Général Capiaumont au programme triennal ? Quand les riverains et piétons de passage pourront-ils être en sécurité sur ce trottoir ?

***Le bourgmestre prend la parole:***

*"La rénovation de la rue Général Capiaumont est programmée en 2017. L'entrepreneur désigné à cet effet est la société Eurovia.*

*Ce dernier va entamer les travaux de la place de Theux. Il poursuivra ensuite, en mai ou en juin, par la réalisation du plateau de la rue de Gerlache. La rénovation des trottoirs des rues du Grand Duc, Général Capiaumont, Général Wangermée, Commandant Ponthier, de Haerne, Beckers, Antoine Gauthier sont ensuite programmées.*

*L'ordre de ces travaux est subordonné aux résultats des appels à coordination. La rénovation de certains trottoirs peut être reportée de quelques mois, si d'autres impétrants doivent encore intervenir."*

***Le bourgmestre donne la parole à Madame Carton de Wiart :***

*"Merci beaucoup pour votre réponse. Nous parlons bien de toute la rue Général Capiaumont ?"*

***Le bourgmestre répond:***

*"Oui tout à fait."*

Le Conseil entend l'interpellation.

---

**Interpellatie van mevrouw Françoise Carton de Wiart over de slechte staat van het voetpad van de Generaal Capiaumontstraat**

De Generaal Capiaumontstraat is een van de mooie straten van Etterbeek, die bovendien in de perimeter van het Duurzaam Wijkcontract ligt.

In het deel tussen de Philippe Baucqstraat en de Pirmezlaan (die overgaat in de Victor Jacobslaan) draagt het voetpad van kasseien, dat typisch van bij ons is, bij aan de charme van de straat.

Er zou geen vuiltje aan de lucht zijn als die kasseien niet waren verzakt, losgekomen of verdwenen... Dit voetpad vormt een groot gevaar voor de voetgangers.

In een stad met druk autoverkeer en parking en onophoudelijke werkzaamheden van verschillende concessiehouders is het niet langer toelaatbaar om van de eigenaars-

buurtbewoners te eisen dat zij het voetpad herstellen. Dat is een verplichting van de overheid geworden.

Het driejarige investeringsprogramma (gesubsidieerd door het Gewest) dat gestemd werd door onze raad in september 2016 voorziet de heraanleg van de voetpaden in de de Haernestraat, de Gautierstraat en de Beckersstraat.

Wij willen de bewoners van die straten hun nieuwe voetpad niet ontnemen, het ene gat met het andere stoppen... maar het zou interessant zijn om te weten in functie van welke criteria die straten gekozen werden. Is dat enkel omdat er andere wegwerkzaamheden gepland zijn in die straten en het voetpad een aanvulling blijkt? Of bestaat er een beleid dat exclusief betrekking heeft op de voetpaden? Heeft u een petitie nodig om wakker geschud te worden? Kan het voetpad van de Generaal Capiaumontstraat toegevoegd worden aan het driejarige programma? Wanneer zullen de buurtbewoners en voorbijgangers veilig op dit voetpad kunnen lopen?

***De burgemeester neemt het woord:***

*“De renovatie van de Generaal Capiaumontstraat staat gepland in 2017. De aannemer die daartoe aangewezen werd is de onderneming Eurovia.*

*Die laatste gaat starten met de werkzaamheden op het de Theuxplein. Vervolgens gaat hij in mei of in juni het plateau van de de Gerlachestraat aanleggen. De renovatie van de voetpaden van de Groothertogstraat, Generaal Capiaumontstraat, Generaal Wangerméestraat, Kommandant Ponthierstraat, de Haernestraat, Beckersstraat en Antoine Gauthierstraat staat nadien op het programma.*

*De volgorde van de werkzaamheden is afhankelijk van de resultaten van de coördinatieoproepen. De renovatie van bepaalde voetpaden kan enkele maanden uitgesteld worden als andere concessiehouders nog ingrepen moeten uitvoeren.”*

***De burgemeester geeft het woord aan mevrouw Carton de Wiart:***

*“Dank u voor uw antwoord. We hebben het wel degelijk over de volledige Generaal Capiaumontstraat?”*

***De burgemeester geeft antwoord:***

*“Ja, dat klopt.”*

De raad hoort de interpellatie.

*Françoise Bertieaux entre en séance / treedt in zitting*

*Arnaud Van Praet entre en séance / treedt in zitting*

*Eliane Paulissen quitte la séance / verlaat de zitting*

---

23.01.2017/A/0020 **Interpellation de Madame Françoise de Halleux sur les investissements de la Commune dans les combustibles fossiles**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Echevins,  
Cher collègues,

Le 26 octobre 2015, à l'initiative de notre groupe Ecolo-Groen, le Conseil communal d'Etterbeek a voté à l'unanimité pour la motion du Collège relative à l'engagement de la commune en vue de la COP 21.

Nous avons donc tous ce jour-là décidé de nous engager à lutter efficacement afin de limiter les changements climatiques.

Dans plusieurs domaines, les choses avancent dans le bon sens à Etterbeek ! Le contrat de quartier durable est en bonne voie. On note une amélioration des performances énergétiques des bâtiments communaux, avec comme très beaux exemples à venir la nouvelle maison communale et la nouvelle crèche Aimé Dupont, qui seront des bâtiments passifs. La flotte de véhicules communaux a été réduite, en favorisant davantage le partage entre services. Les nouveaux contrats de leasing concernent des véhicules hybrides, électriques, ou Euro VI. Il est de plus en plus agréable et aisé de circuler en vélo à Etterbeek, grâce notamment à l'augmentation des Vélo boxes, des arceaux de stationnement et à l'aménagement de l'avenue d'Auderghem.

Mais au travers de cette motion, nous nous sommes aussi engagés à « orienter les investissements publics communaux et les marchés publics vers des choix et des filières sobres en carbone ». Et comme l'a évoqué notre Cheffe de groupe lors du conseil communal de novembre, cela peut nous guider dans la mise en œuvre de notre note de politique générale.

Aujourd'hui, si l'on souhaite maintenir la hausse de la température globale sous les 2°C, il faut que plus de 70% des réserves de combustibles fossiles actuellement connues (charbon, pétrole et gaz) restent inexploitées. Il est donc clair que les sociétés du secteur fossile sont fortement surévaluées et que ce qu'on appelle « la bulle carbone » va éclater dans un avenir proche. La drastique diminution de l'usage des énergies fossiles est cruciale car celles-ci constituent la principale cause de ce réchauffement planétaire. Pétrole, gaz et charbon représentent 80 % des émissions mondiales de CO<sub>2</sub> et 67 % des émissions de gaz à effet de serre.

Face à ce constat préoccupant, un nouveau mouvement de désinvestissement s'est développé. Tout a débuté en 2008 à Philadelphie, lorsque des étudiants ont demandé à leur université de ne plus placer d'argent dans l'industrie des énergies fossiles. De nombreuses facultés universitaires américaines ont suivi le mouvement. L'ONG environnementale « 350.ORG » a relayé l'initiative dans la foulée et le mouvement s'est internationalisé. Des compagnies d'assurance, des entreprises, des universités, des institutions financières et politiques et bien sûr des citoyens désengagent leurs finances des combustibles fossiles. En tout, plus de 3400 milliard de dollars d'investissement dans le monde ont déjà été réorientés vers d'autres secteurs. Chez nos voisins, aux Pays-Bas, l'organisation Fossilvrij Nederland a exhorté le principal fonds de pension néerlandais (ABP) à retirer son argent d'entreprises telles que Shell, ExxonMobil et Chevron. Par ailleurs, Fossilvrij Nederland mène une action afin que les communes renoncent aux énergies fossiles. Pour pouvoir porter le titre de « fossilvrijegemeente », les communes doivent s'engager à ne plus investir elles-mêmes dans l'industrie fossile, à ne plus collaborer avec des banques qui soutiennent les énergies fossiles, et à demander aux fonds de pension d'en faire autant. Ban Ki-moon, l'ancien secrétaire général des Nations unies, et Stephen Heinz, le président du Rockefeller Brothers Fund – le fonds de la puissante famille américaine Rockefeller, qui a bâti sa fortune grâce à l'industrie pétrolière – ont encouragé l'initiative. Ce dernier mettant en avant « un impératif moral de sauver la planète », et la « rationalité économique », car « les actifs dans les énergies fossiles sont risqués et perdent de la

valeur ». Le Conseil d'administration de l'Université de Liège a annoncé en décembre que l'université s'engageait à sortir de tous les investissements directement liés aux énergies fossiles endéans les cinq ans et qu'elle s'engageait à ne plus procéder à de nouveaux placements basés essentiellement sur le pétrole, le charbon ou le gaz naturel.

**Notre groupe, Ecolo-Groen, pense que notre commune d'Etterbeek peut et doit aussi devenir une « commune libérée de l'énergie fossile ».**

En rejoignant ce mouvement mondial de désinvestissement notre commune peut ainsi se profiler en précurseur du développement durable et de l'investissement responsable.

**Considérant ces différents éléments, je voudrais vous poser les questions suivantes :**

- 1. Comment les outils financiers communaux potentiellement concernés par des politiques d'investissement (comme par exemple les fonds de pension, l'assurance groupe du personnel, le fond de réserve et les placements de trésorerie) sont-ils gérés ?**
- 2. Avez-vous une vue précise des politiques de placements dont ces outils/produits financiers font l'objet, même si ces outils/produits sont gérés par des tiers ?**
- 3. Savez-vous si ces outils/produits investissent dans des entreprises du secteur des combustibles fossiles? (voir liste en annexe)**
- 4. Si non, pouvez-vous envisager de vous informer et d'entreprendre des démarches pour qu'à court ou moyen terme, la commune se désinvestisse de ce secteur et se tourne vers des placements durables ?**

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

***Le bourgmestre donne la parole à Monsieur Van Bockstal:***

*« Merci Monsieur le Président et merci pour votre interpellation qui touche une partie de nos investissements »*

*En 1<sup>er</sup> lieu, quels sont les investissements concernés. Au niveau de notre fonds de pension, nous retrouvons des investissements long terme qui sont gérés, suivant une convention avec Ethias, avec la société « Candriam ». Ce sont des experts financiers qui gèrent les produits communaux.*

*Les investissements sont répartis dans la branche 21 et la branche 23 et ne sont pas uniquement réglés par les communes ou les régions ou les institutions publiques mais aussi par le marché.*

*Revenons sur les investissements, j'ai des bonnes nouvelles à ce sujet. Vous parlez principalement dans votre interpellation au niveau Fossilvrij Nederland, au niveau uniquement des fonds pétroliers ou des gaz, nous on parle au niveau des Socially Responsible Investment - SRI - qui regroupent les investissements responsables sociales, pas uniquement les produits pétroliers et autres mais aussi les investissements éthiques. Les fonds de pension n'investissent plus dans des sociétés qui nuisent à la santé en général.*

*Quand on parle de la branche 21, branche qui donne une garantie de rendement qui concerne environ 80% des fonds dans lesquels on investit à long terme. Il y a encore un fonds qui reste sur une branche, je ne vais pas dire le nom, (logo jaune et vert) qui*

*reste encore de 0.3% de l'investissement total ce capitale.*

*La volonté du Collège et du Conseil est de sortir de ce type d'investissement mais certains de ces fonds, de ces investissements sont à long terme (3,5,10 ans) donc on doit attendre la fin de ces engagements.*

*La bonne nouvelle c'est que cet investissement se termine en 2017. Donc sur la branche d'investissement principale, branche 21 je peux vous confirmer que fin 2017 nous serons sortis à 100% de ces investissements.*

*La seule surprise quand on parle de la Branche 23, c'est qu'il reste un actif dont on a encore des investissements exposés, malgré que Candriam nous a soumis les titres et actions durables, je vous confirme qu'il reste 3,5% d'une partie de la branche, qui sont liés aux énergies et au niveau des obligations il y a un montant de 7% de cette petite partie qui reste. Malgré sa grande dénomination Socially Responsible, il s'avère que certains montants sont liés et répertoriés dans le secteur du gaz et du pétrole.*

*Le but est de sortir pro-activement entièrement de cette branche-là.*

*Voilà Monsieur le Président. »*

Le Conseil entend l'interpellation.

---

### **Interpellatie van mevrouw Françoise de Halleux betreffende de investeringen van de gemeente in fossiele brandstoffen**

Mijnheer de voorzitter,  
Dames en heren schepenen,  
Beste collega's,

Op 26 oktober 2015 heeft de gemeenteraad van Etterbeek op initiatief van onze fractie Ecolo-Groen unaniem de motie van het college betreffende het engagement van de gemeente met het oog op de COP21 goedgekeurd.

Wij hebben die dag dus allemaal beslist om ons ertoe te verbinden doeltreffend te strijden om de klimaatveranderingen te beperken.

Op verschillende domeinen gaan de zaken de goede richting uit in Etterbeek! Het Duurzaam Wijkcontract is op de goede weg. We merken dat de energieprestaties van de gemeentegebouwen verbeteren. In de toekomst zijn daar twee mooie voorbeelden van, namelijk het nieuwe gemeentehuis en de nieuwe crèche Aimé Dupont, die passieve gebouwen zullen zijn. Het wagenpark werd verkleind doordat diensten meer aangemoedigd werden om voertuigen te delen. De nieuwe leasingcontracten hebben betrekking op hybride, elektrische of Euro VI-voertuigen. Het is steeds aangenamer en gemakkelijker om in Etterbek te fietsen, in het bijzonder dankzij de toename van het aantal fietsboxen en fietsbogen en de heraanleg van de Oudergemlaan.

Met die motie hebben wij ons er echter ook toe verbonden om “de gemeentelijke openbare investeringen en de openbare aanbestedingen te oriënteren in de richting van koolstofarme keuzes en sectoren”. En zoals onze fractieleider heeft opgemerkt tijdens de gemeenteraad van november kan dat ons leiden bij de uitvoering van onze algemene beleidsnota.

Als we de stijging van de algemene temperatuur vandaag willen beperken tot 2°C, dan mag meer dan 70% van de op dit ogenblik gekende voorraden aan fossiele

brandstoffen (steenkool, aardolie en gas) niet gebruikt worden. Het is dus duidelijk dat de bedrijven uit de fossiele sector sterk overgewaardeerd worden en dat de zogenaamde “koolstofzeepbel” in de nabije toekomst uiteen zal spatten. De drastische vermindering van het gebruik van fossiele energiebronnen is cruciaal want die energiebronnen zijn de belangrijkste oorzaak van de klimaatopwarming. Aardolie, gas en steenkool zijn goed voor 80% van de wereldwijde CO<sub>2</sub>-uitstoot en voor 67% van de uitstoot van broeikasgassen.

In het licht van die verontrustende vaststelling is een nieuwe desinvesteringbeweging ontstaan. Alles is begonnen in 2008 in Philadelphia toen studenten hun universiteit vroegen om niet langer te beleggen in de industrie van de fossiele energiebronnen. Talrijke Amerikaanse universiteitsfaculteiten zijn de beweging gevolgd. De milieu-ngo “350.ORG” heeft het initiatief direct daarna opgepikt en de beweging is internationaal geworden. Verzekeringsmaatschappijen, bedrijven, universiteiten, financiële en politieke instellingen en uiteraard burgers trekken hun kapitaal terug uit fossiele brandstoffen. In totaal werden wereldwijd al investeringen voor een bedrag van meer dan 3400 miljard dollar geheroriënteerd naar andere sectoren. Bij onze noorderburen heeft de organisatie Fossilvrij Nederland het grootste pensioenfonds van het land (ABP) overgehaald om zijn geld terug te trekken uit bedrijven als Shell, ExxonMobil en Chevron. Bovendien voert Fossilvrij Nederland een actie zodat gemeenten afstand doen van fossiele energiebronnen. Om de titel van “fossilvrije gemeente” te mogen dragen, moeten de gemeenten zich ertoe verbinden om zelf niet langer te investeren in de fossiele industrie, om niet langer samen te werken met banken die fossiele energiebronnen steunen en om de pensioenfondsen te vragen hetzelfde te doen. Ban Ki-moon, voormalig secretaris -generaal van de Verenigde Naties, en Stephen Heinz, voorzitter van Rockefeller Brothers Fund (het fonds van de invloedrijke Amerikaanse familie Rockefeller die haar vermogen opbouwde dankzij de aardolie-industrie), hebben dit initiatief aangemoedigd. Deze laatste plaatst “*een morele verplichting om de planeet te redden*” en de “*economische rationaliteit*” op de voorgrond want “*de activa in fossiele energiebronnen zijn risicovol en verliezen waarde*”. De raad van bestuur van de universiteit van Luik heeft in december aangekondigd dat de universiteit zich ertoe verbindt om zich binnen vijf jaar terug te trekken uit alle investeringen die rechtstreeks verband houden met fossiele energiebronnen en dat zij zich ertoe verbindt om geen nieuwe beleggingen meer te doen die hoofdzakelijk gebaseerd zijn op aardolie, steenkool of aardgas.

**Onze fractie, Ecolo-Groen, denkt dat onze gemeente Etterbeek ook een “fossilvrije gemeente” kan en moet worden.**

Door zich aan te sluiten bij deze wereldwijde desinvesteringbeweging kan onze gemeente zich profileren als voorloper van de duurzame ontwikkeling en verantwoorde investeringen.

**Gelet op die verschillende elementen zou ik u de volgende vragen willen stellen:**

- 1. Hoe worden de gemeentelijke financiële instrumenten beheerd die potentieel betrokken zijn bij een investeringsbeleid (zoals de pensioenfondsen, de groepsverzekering van het personeel, het reservefonds en de geldbeleggingen)?**
- 2. Heeft u een duidelijk beeld van het investeringsbeleid waarvan die financiële instrumenten/producten het voorwerp uitmaken zelfs als die instrumenten/producten beheerd worden door derden?**
- 3. Weet u of die instrumenten/producten investeren in bedrijven uit de sector van de fossiele brandstoffen? (zie lijst in bijlage)**

4. **Indien nee, zou u zich kunnen informeren en stappen kunnen ondernemen zodat de gemeente op korte of middellange termijn niet langer investeert in die sector en zich richt op duurzame investeringen?**

Ik dank u bij voorbaat voor uw antwoorden.

***De burgemeester geeft het woord aan de heer Van Bockstal:***

*“Dank u, mijnheer de voorzitter. En dank u voor uw interpellatie die betrekking heeft op een deel van onze investeringen.*

*Allereerst, welke investeringen zijn betrokken? Op het niveau van ons pensioenfonds vinden we langetermijninvesteringen die beheerd worden, volgens een overeenkomst met Ethias, met de onderneming “Candriam”. Dat zijn financiële deskundigen die de producten van de gemeente beheren.*

*De investeringen zijn verdeeld over tak 21 en tak 23 en worden niet enkel geregeld door de gemeenten of de gewesten of de openbare instellingen, maar ook door de markt.*

*Laten we terugkomen op de investeringen. Hierover heb ik goed nieuws. U hebt in uw interpellatie hoofdzakelijk gepraat over Fossielvrij Nederland, over de aardolie- en gasfondsen. Wij, wij praten over Socially Responsible Investment (SRI), dat maatschappelijk verantwoorde investeringen omvat, niet enkel aardolieproducten en andere, maar ook ethische investeringen. Het pensioenfonds investeert niet langer in ondernemingen die de gezondheid in het algemeen schaden.*

*Wanneer we praten over de tak 21, een tak die een rendementsgarantie biedt die betrekking heeft op ongeveer 80% van de fondsen waarin wij op lange termijn investeren, dan blijft er een fonds over op een tak, ik ga de naam niet zeggen (logo met geel en groen), dat nog goed is voor 0,3% van de totaalinvestering van dat kapitaal.*

*Het college en de raad willen zich terugtrekken uit dit soort investeringen, maar voor sommige van die fondsen, van die langetermijninvesteringen (3, 5, 10 jaar) moet gewacht worden tot het einde van die overeenkomsten.*

*Het goede nieuws is dat die investering afloopt in 2017. Dus in verband met de belangrijkste investeringstak, tak 21, kan ik bevestigen dat wij die investeringen eind 2017 volledig verlaten zullen hebben.*

*De enige verrassing wanneer we praten over tak 23 is dat er een actief overblijft waarvan we nog investeringen hebben ondanks het feit dat Candriam ons de duurzame waardepapieren en aandelen voorgelegd heeft. Ik bevestig dat er nog 3,5% van een deel van de tak overblijft dat te maken heeft met energiebronnen. En op het vlak van de obligaties blijft nog een bedrag van 7% van dat kleine deel over. Ondanks de grote benaming “Socially Responsible” blijkt dat bepaalde bedragen toch verband houden met gas en aardolie.*

*Het doel is om de tak proactief volledig te verlaten.*

*Zo, mijnheer de burgemeester.”*

De raad hoort de interpellatie.

1 annexe / 1 bijlage

Annexe+-+Interpellation+-+DE+HALLEUX+-+Combustibles+fossiles.pdf

Levée de la séance à 21:45  
Opheffing van de zitting om 21:45

Le Secrétaire communal f.f.,  
De wnd. gemeentesecretaris,

Le Bourgmestre-Président,  
De burgemeester-voorzitter,

Annick Petit

Vincent De Wolf